

**ACCORD-CADRE DE MAITRISE D'ŒUVRE URBAINE
SAINT JEAN BELCIER**

Pouvoir adjudicateur¹

**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE
BORDEAUX-EURATLANTIQUE**

Représentant du pouvoir adjudicateur²

LA DIRECTRICE GENERALE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

¹ Décret n° 2010-306 du 22 mars 2010

² Arrêté ministériel du 25 novembre 2020

TABLE DES MATIERES

1	CONTEXTE GENERAL	4
2	LES MISSIONS ET COMPETENCES DE L'EPA	6
3	OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES	6
3.1	Définition du besoin	6
3.2	Périmètre	7
3.3	Objet du marché	9
3.4	Pilotage du marché	12
3.4.1	Pièces constitutives du marché	12
3.4.2	Modalités d'émission des marches subséquents et bons de commande	12
4	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	14
4.1	Mission 1 : Mission d'urbaniste coordonnateur de la ZAC	14
4.1.1	Mission 1.1.1. Récolement synthèse graphique et technique	14
4.1.2	Mission 1.1.2. Mise à jour du récolement graphique et technique	17
4.1.3	Mission 1.1.3. Production d'un diagnostic, une lecture critique du projet en cours, une lecture critique du territoire	18
4.1.4	Mission 1.1.4. Reprise du plan-guide de la ZAC	20
4.1.5	Mission 1.1.5. Mise à jour du plan-guide à l'échelle de la ZAC	25
4.1.6	Mission 1.1.6. Mise à jour du plan-guide à l'échelle d'un quartier	26
4.2	Mission 1.2 : Elaboration et rédaction du cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales pour la suite du projet urbain	27
4.3	Mission 1.3 Accompagnement général	31
4.4	Mission 2 : Suivi et coordination des opérations immobilières	33
4.4.1	Mission 2.1. Etudes de capacité / faisabilité	34
4.4.2	Mission 2.2. Elaboration de fiches de lot ou fiches d'emprise	36
4.4.3	Mission 2.3. Accompagnement en phase conception	38
4.4.4	Mission 2.4. Accompagnement interfaces techniques pour les ilots orphelins de MOE d'espaces publics aux abords	40
4.5	Mission 3 : Missions d'appui et d'expertise	42
4.5.1	Mission 3.1 : Assistance aux procédures administratives, règlementaires et environnementales	42
4.5.2	Mission 3.2 : Elaboration et suivi des dossiers de sécurité tramway	43
4.6	Mission 4 : Missions d'appui aux démarches de concertation et de communication	49

4.6.1	Mission 4.1. Appui aux démarches publiques par la participation aux réunions et la production d'éléments de support pour ces réunions	49
4.6.2	Mission 4.2. Production ou mise à disposition de données en vue de la réalisation et de la mise à jour de la maquette physique	51
4.7	Mission 5 : Maitrise d'œuvre urbaine	52
4.7.1	Dispositions générales	55
4.7.2	. Mission complémentaire : EMC1 : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier	64
5	CONDITIONS DE REALISATION DES MISSIONS	66
5.1	Documents remis au prestataire et livrables	66
5.2	Délais d'exécution	66
5.3	Délais des rendus des livrables	66
6	ANNEXES AU CCTP	67

1 CONTEXTE GENERAL

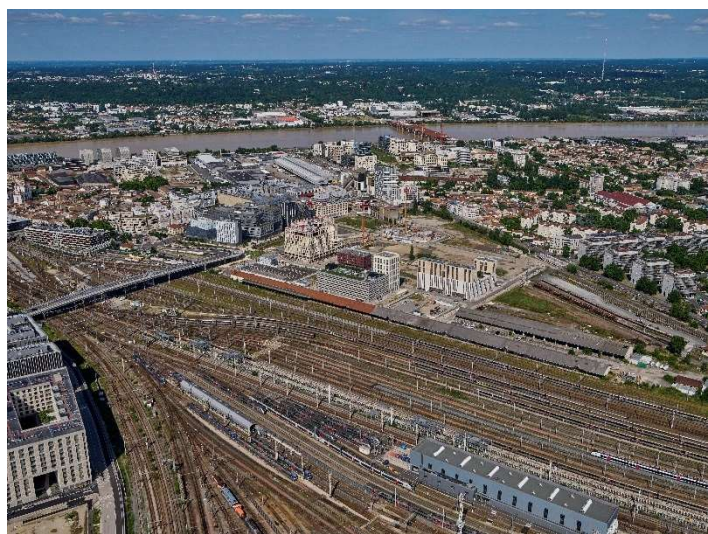


Figure 1 : Photo aérienne du secteur - ©Atelier Caumes

L'accord-cadre porte sur la poursuite de l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Bordeaux Saint Jean Belcier, première ZAC mise en œuvre par l'Etablissement Public d'Aménagement Bordeaux Euratlantique. La ZAC a été créée en 2013 ; depuis de nombreux espaces publics et programmes immobiliers ont été livrés. La clôture de la ZAC est fixée prévisionnellement à 2032.

Situé à proximité du centre-ville historique, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO avec comme centralité la gare Saint-Jean, la ZAC Saint Jean Belcier s'étend sur un territoire de 145 ha.

Son territoire longe la Garonne, du pont Saint Jean jusqu'au nouveau Pont Simone Veil, et connecte les quartiers plus centraux de Bordeaux (quartier Sainte Croix et Sacré Cœur) à Bègles, en s'étendant jusqu'aux boulevards.

La raison d'être de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Bordeaux Euratlantique est d'aménager des quartiers de centre urbain sur des secteurs délaissés – friches ferroviaires, industrielles ou commerciales – afin de proposer une alternative crédible à l'étalement urbain.

L'OIN doit aussi répondre de façon évidente au défi environnemental que posent les actions de transformation urbaine, en proposant des quartiers décarbonés et résilients face au changement climatique. Les enjeux de désimperméabilisation, de lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, de conception bioclimatique des bâtiments, de ville du quart d'heure ou encore de genre dans l'espace public devront également présider à la poursuite du projet urbain.

Une opération urbaine de cette ampleur, dont la réalisation s'étend sur une trentaine d'années, est constamment précisée et adaptée pour tenir compte des opportunités et contraintes qui se présentent et de la connaissance du territoire et de l'environnement qui s'affinent.

Ainsi, les études conduites depuis l'arrêté approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Saint Jean Belcier ont permis d'approfondir et parfois de questionner certains choix de la ZAC de 2013 :

- Espaces publics et espaces verts élargis et en conséquence, lots immobiliers redéfinis ;
- Plans-guides revus sur certains quartiers suite à concertation ;
- Encadrement et accompagnement qualitatif par l'EPA de la mutation de fonciers privés considérés comme non mutables initialement ;
- Développement de nouveaux axes stratégiques (construction bois, gestion de l'eau) etc.

Une « note d'enjeux » jointe au présent cahier des charges précise l'état d'avancement du projet et des réflexions sur le devenir des quartiers de la ZAC (réflexion globale comprenant les quartiers d'Amédée Saint Germain et de Saget et réflexions plus localisées ne porteront pas sur ces deux quartiers). Ce document constitue une pièce indissociable de l'accord-cadre.

2 LES MISSIONS ET COMPETENCES DE L'EPA

Intervenant sur un périmètre d'Opération d'Intérêt National (OIN), l'EPA Bordeaux Euratlantique, associe l'Etat, les villes de Bordeaux, Bègles et Floirac, Bordeaux Métropole et le Conseil Régional depuis l'origine, le Conseil Départemental de Gironde depuis le 31 juillet 2015 dans une gouvernance partagée, pour définir et mettre en œuvre des grands projets de mutation urbaine.

L'EPA Bordeaux Euratlantique, en raison de sa nature, a pour mission de favoriser l'aménagement, mais se voit aussi attribuer des missions stratégiques et opérationnelles au sein du périmètre de l'OIN, en matière de développement durable, de développement économique, de renouvellement urbain, d'habitat et de mixité sociale.

Ainsi, l'EPA de Bordeaux Euratlantique est habilitée pour son compte ou pour le compte de l'Etat, de collectivités territoriales ou d'établissements publics, notamment à :

- Réaliser des opérations d'aménagement et d'équipement,
- Acquérir, au besoin par voie d'expropriation, des immeubles bâtis ou non bâtis,
- Céder, conformément aux dispositions de l'article L. 21-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles acquis par voie d'expropriation,
- Exercer le droit de préemption et priorité dans les conditions prévues par les articles L. 212-1 et suivants du code de l'urbanisme,
- Procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de sa mission,
- Coordonner dans le cadre de conventions les projets des acteurs concourant à la réalisation de sa mission et leur apporter des concours de toute natures nécessaires à leur mise en œuvre,
- Acquérir en dehors du périmètre de l'OIN des immeubles bâtis ou non bâtis et réaliser des opérations d'aménagement et d'équipements urbains, complémentaires des actions entreprises dans le périmètre, sur délibération du Conseil d'Administration,
- Créer des filiales dont l'objet concourt à la réalisation de ses missions,
- Il peut, dans les conditions définies à l'article 12, acquérir des participations dans des sociétés, groupements ou organismes dont l'objet concourt directement à la réalisation de ses missions.
- Proposer une stratégie de développement économique et assurer sa coordination et sa mise en œuvre par voie de convention.

3 OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES

3.1 DEFINITION DU BESOIN

Le présent document définit la nature technique et le contenu des missions susceptibles d'être confiées au titulaire de l'accord-cadre. Il complète, pour chaque élément de mission de maîtrise d'œuvre, les définitions du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 et celles de l'arrêté du 21 décembre 1993. En cas de contradiction, l'ordre de priorité est

fixé dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Pour le suivi de l'exécution des travaux, le contenu des missions du maître d'œuvre est aussi complété par la définition et le respect du rôle, des actions à mener et des moyens humains de contrôle à mettre en place au sein de la maîtrise d'œuvre tels qu'ils sont précisés dans le CCAG Travaux, document réglementaire d'application sur les chantiers de l'EPA. Il vaut pour la totalité de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents.

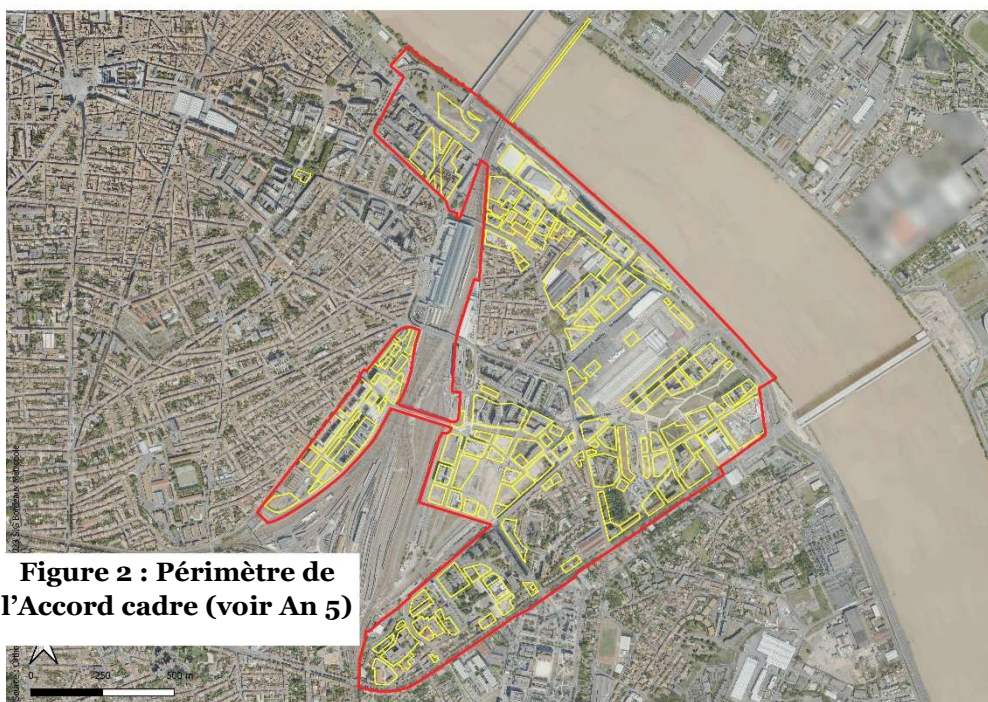
3.2 PERIMETRE

Le projet urbain Bordeaux Saint Jean Belcier est inclus dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Bordeaux Euratlantique créé par décret du 5 novembre 2009.

Situé à proximité du centre-ville historique, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO avec comme centralité la gare Saint-Jean, la ZAC Saint Jean Belcier s'étend sur un territoire de 145 ha.

Son territoire longe la Garonne, du pont Saint Jean jusqu'au nouveau Pont Simone Veil, et connecte les quartiers plus centraux de Bordeaux (quartier Sainte Croix et Sacré Cœur) à Bègles, en s'étendant jusqu'aux boulevards.

Le périmètre de l'accord-cadre est celui de la ZAC Bordeaux Saint Jean Belcier y compris les résidences Treuil et le boulevard Jean Jacques Bosc.



marché n'a pas l'exclusivité au sein du périmètre de ZAC des missions d'études, de coordination et maîtrise d'œuvre telles que décrites au présent accord-cadre.

En effet, l'étude ou l'exécution de certains sous-secteurs ou ouvrages situés à l'intérieur du périmètre de ZAC sont d'ores et déjà confiées par l'EPA à d'autres prestataires ou groupement de prestataires.



**Figure 3 : Carte de la ZAC Saint Jean Belcier et des MOE en cours
(voir An5)**

La note d'enjeux, qui constitue une pièce indissociable de l'accord-cadre, récapitule de manière détaillée les principaux périmètres et orientations d'aménagement, les enjeux et les attendus par quartier (Cf. note d'enjeux).

3.3 OBJET DU MARCHE

L'accord-cadre a pour objet la réalisation d'études urbaines et de maîtrise d'œuvre d'espaces publics, ainsi que la coordination des projets immobiliers, pour la poursuite opérationnelle de la ZAC Bordeaux Saint Jean Belcier.

L'accord cadre est décliné à deux échelles :

- 'Grand périmètre', pour ce qui relève de la cohérence globale, à savoir diagnostic, récolement, mise à jour de documents cadre,
- 'Petits périmètres', pour ce qui relève du développement d'espaces publics ou d'ilots, en respectant la coordination architecturale, urbaine et paysagère définie à l'échelle du grand périmètre.



Figure 4 : Grand Périmètre (voir An 5)

Il est précisé que les quartiers Amédée Saint Germain et Saget/ Descas ne font l'objet que de la mission recollement.

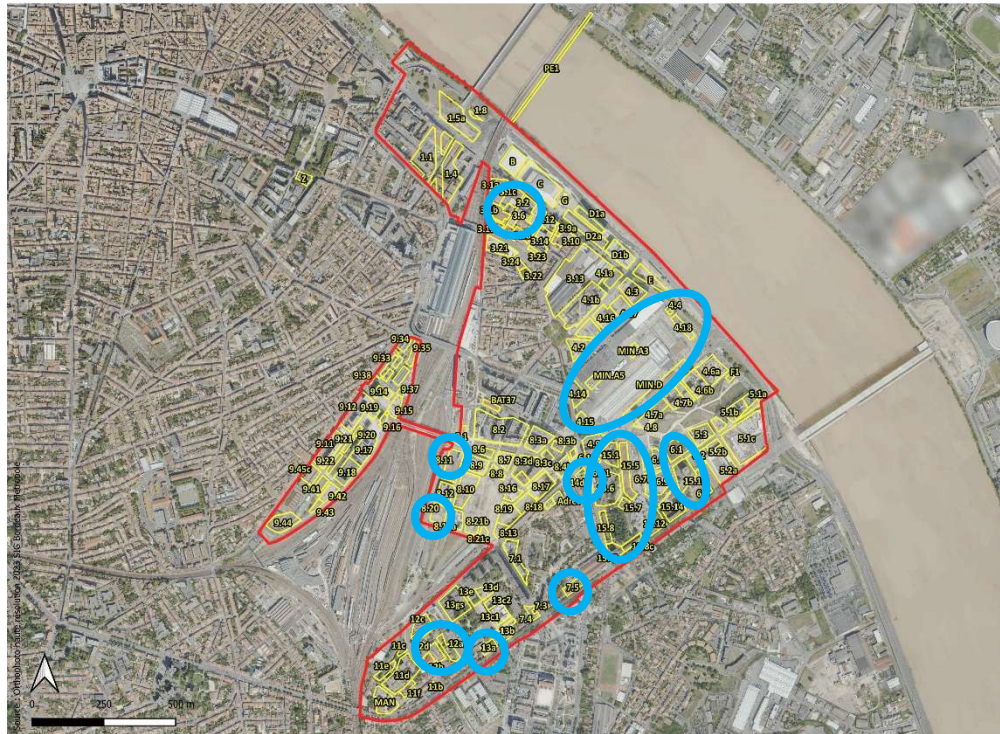


Figure 5 : Petits Périmètres de suivi des projets immobiliers
(voir An 5)

MOE
espaces
publics
d'ores et
déjà
mission

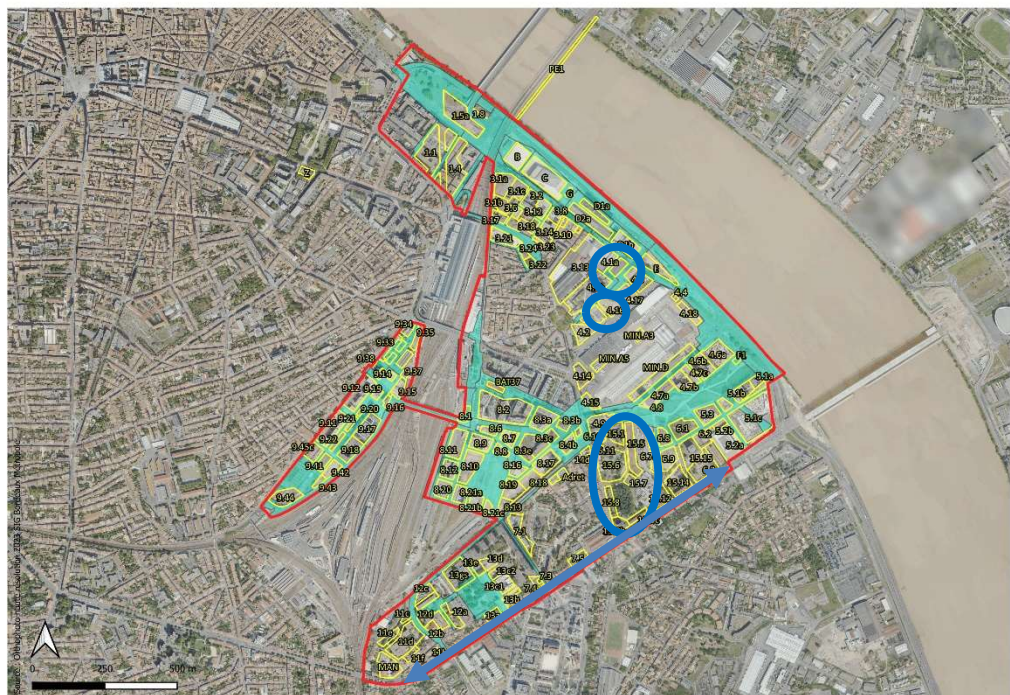


Figure 6 : Petits Périmètres de développement d'espaces publics
(voir An 5)

L'accord-cadre comporte **cinq catégories de missions** :

- 1. Mission d'Urbaniste coordonnateur**
- 2. Mission de suivi et de coordination des opérations immobilières**
- 3. Mission d'appui et d'expertise**
- 4. Mission d'appui aux démarches de concertation et de communication**
- 5. Mission de maîtrise d'œuvre d'espaces publics type Loi MOP**

Ces missions se déclinent à différentes échelles :

	Mission	Périmètre
1	Mission d'urbaniste coordonnateur	Grand périmètre
2	Mission de suivi et de coordination des opérations immobilières	Petits périmètres
3	Mission d'appui et d'expertise	Grand et petits périmètres
4	Mission d'appui aux démarches de concertation et de communication	Petits périmètres
5	Mission de MOE d'espaces publics	Petits périmètres

3.4 PILOTAGE DU MARCHÉ

3.4.1 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives spécifiques au présent Accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le CCAP ;
- le CCTP et ses annexes : descriptif des missions de base MOE Infrastructure (annexe 1), la stratégie de dépollution de l'OIN (annexe 2), la charte numérique (annexe 3), la liste des projets constituant le récolement à date (annexe 4), les périmètres d'intervention prévisionnelle (annexe 5)
- la note d'enjeux.

En outre, les documents suivants sont portés à la connaissance du titulaire, sans que cette liste soit exhaustive :

Guides & référentiels techniques et réglementaires :

- Règlement de voirie Bordeaux Métropole
- Règlement assainissement Bordeaux-Métropole
- Procédure patrimoine 32 SABOM et annexes
- Ville de Bordeaux service éclairage : Schéma directeur d'aménagement lumière (SDAL), Prescriptions techniques générales pour l'éclairage, Charte des mobiliers d'éclairage
- Règlement Protection des arbres – direction des espaces verts
- Mise en place de la collecte en habitat collectif – 2017 – direction Gestion des Déchets et Propreté Bordeaux Métropole
- PV de conformité technique et PV de remise d'ouvrage Bordeaux métropole
- Accessibilité aux véhicules d'incendie et de secours (SDIS 33)
- RECOMMANDATIONS TECHNIQUES (SDIS 33)
- RDDECI-GIRONDE_DOC_FINAL_26 JUIN 2017
- Règlement chantiers faibles nuisances
- Conventions générales concessionnaires
- CLPT Type et CCCT type (ZAC Saint-Jean Belcier)

3.4.2 Modalités d'émission des marches subséquents et bons de commande

Eu égard à la nature des besoins, le marché est composé de différentes missions faisant l'objet de marchés subséquents et de bons de commande.

Pour ces missions, le titulaire-mandataire se verra passer commande par l'établissement public de prestations de différentes formes, appelant différents types de réponses : notes, formulation de préconisations, analyses d'études, de dossiers, de projets réalisés par des tiers, participation à des réunions sur place, etc.

Toute commande est émise sous forme d'un marché subséquent ou de bon de commande définissant de manière non ambiguë le contenu de la mission, les livrables et le délai de réalisation. Chaque marché subséquent et bon de commande fera l'objet d'une proposition méthodologique et financière de la part du titulaire, ou du mandataire en cas de groupement, de l'accord cadre, discutée avec l'EPA. Le titulaire ne peut prétendre à aucune rémunération au titre d'une prestation dont il aurait pris l'initiative de lui-même sans qu'elle n'ait été explicitement commandée.

4 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

4.1 MISSION 1 : MISSION D'URBANISTE COORDONNATEUR DE LA ZAC

4.1.1 Mission 1.1.1. Récolement synthèse graphique et technique

Type de prix : Cette mission est à prix global et forfaitaire.

Au vu de la segmentation des missions de conception et de réalisation des espaces publics à l'échelle de la ZAC (voir Figure 3), ainsi que du degré de précision aujourd'hui atteint sur l'ensemble des secteurs, la nécessité d'une vision d'ensemble à la fois lisible et précise trouve aujourd'hui ses limites dans l'absence de synthèse graphique et technique des différents éléments de représentation spatiale. Cette mission devra s'appuyer sur la charte graphique transmise en annexe, le géoréférencement des documents graphiques en Lambert CC-45 et l'uniformisation de l'ensemble des calques au sein des DWG.

Cette mission s'effectue à l'échelle du grand périmètre y compris les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas.

Les premiers jalons de cette synthèse ont toutefois été posés, avec la mise au point d'une nouvelle charte graphique EPA en 2022, et la mise en conformité progressive, par les équipes de maîtrise d'œuvre elles-mêmes, des documents graphiques portant sur les aménagements qualitatifs et de surface. Cette représentation précise et détaillée est encore incomplète. Il est donc attendu un travail de reprise des nomenclatures des calques et de découpage des documents graphiques aux interfaces entre les limites et les phases de projets. Par exemple, un quartier peut être constitué de deux MOE, l'une d'elles ayant réalisé le plan guide, chacune ayant réalisé un AVP sur des parties différentes du quartier, puis des PRO sur des périmètres réduits au sein des découpages précédents et enfin avec plusieurs DOE selon de nouveaux découpages et les livraisons des travaux. Il faut donc découper les plans pour disposer **d'un assemblage complet du quartier à date et à terminaison pour savoir ce qui est réalisé de ce qu'il reste à livrer**. Ce qui a déjà été produit constituera l'un des points d'appui aux éléments de mission suivants et permettra l'appropriation du sujet par le titulaire.

L'ensemble des plans d'espaces publics retravaillés seront géoréférencés en Lambert CC-45 et positionnés dans un dossier XREF selon une nomenclature précise permettant de distinguer facilement les projets entre eux en fonction de leur phase, leur avancement et de la nature du plan associé (un quartier, plusieurs projets et un XREF par projet pour les revêtements, un XREF par projet pour la végétation, un XREF par projet pour le mobilier, un XREF par projet par réseau, etc).

Ce travail permettra notamment :

- de calculer des surfaces selon des catégories de revêtement,
- de calculer des surfaces selon leur type d'usage,

- de calculer des quantitatifs et mètres,
- et par conséquent d'alimenter les réflexions sur le changement climatique, la biodiversité, la gestion des eaux, les îlots de fraîcheur, le cadre de vie...,
- de suivre les évolutions et la trajectoire du projet par rapport aux objectifs fixés,
- d'alimenter la base de données interne de l'EPA (appelée IGGI) sur le suivi des surfaces et du planning.

Par ailleurs, ce récolement devra comprendre l'intégration des projets immobiliers (plan masse, plan de rez-de-chaussée, plan de toiture), à la fois existants, mais aussi attendus. Les plans des projets immobiliers seront géoréférencés en Lambert CC-45 et positionnés dans un dossier XREF selon une nomenclature précise permettant de distinguer facilement les projets. L'EPA a listé en annexe 4 l'ensemble des projets (à date) constituant ce recellement. Il peut être amené à évoluer à la marge jusqu'à l'établissement du bon de commande.

Prestations et livrables prévisionnels :

Echelles graphiques de référence 1.2000^{ème}, 1.1000^{ème}

Plans DWG, PDF, en respectant la charte graphique numérique de l'EPA

Tableaux Xlsx

Format papier, 3 exemplaires

✓ Tableaux de suivi indiquant par quartier :

- les surfaces pour chaque catégorie de revêtement et ventilées entre espaces publics et espaces privés (surface imperméabilisée, surface semi perméable, espace vert sur pleine terre, espace vert sur dalle). Une annexe listant les correspondances entre nom de calque et type de surface devra être fourni.
- les surfaces pour chaque catégorie de végétation et ventilées entre espaces publics et espaces privés (végétation basse, végétation haute, sol nu perméable, eau, autre sol imperméable). Une annexe listant les correspondances entre nom de calque et type de surface devra être fourni.
- les surfaces pour chaque type d'usage de l'espace public (piétonniers, deux roues, véhicules, partagés, transports en commun, stationnements, séparateurs). Une annexe listant les correspondances entre nom de calque et type de surface devra être fourni.
- la liste des programmes immobiliers déjà livrés et en cours de travaux et / ou de conception, en précisant la surface de la parcelle, l'emprise au sol, le nombre d'étages, la hauteur bâtie et le numéro du permis de construire associé (et ses éventuels PCM).

Il conviendra d'établir en lien avec l'EPA, les tableaux types qui seront utilisés tout au long du projet.

✓ Liste des cartes attendues :

- carte plan masse de synthèse avec espaces publics (minéral/végétal) et plans des rez-de-chaussée bâtiments,
- carte des revêtements selon la nomenclature suivante : surface imperméabilisée, surface semi perméable, espace vert sur pleine terre, espace vert sur dalle,
- carte des végétations selon la nomenclature suivante : végétation basse, végétation haute, sol nu perméable, eau, autre sol imperméable,
- carte compilant la carte revêtement et la carte végétation,
- carte intégrant les RDC des projets immobiliers déjà livrés et en cours de travaux et / ou de conception (fond de plan compilation revêtement et végétation),
- carte intégrant des plans masses des projets immobiliers déjà livrés et en cours de travaux et / ou de conception (fond de plan compilation revêtement et végétation),
- carte intégrant les hauteurs des projets immobiliers déjà livrés et en cours de travaux et / ou de conception (fond de plan compilation revêtement et végétation),
- carte de la mobilité identifiant l'affectation des espaces publics selon leur usage (piétonniers, deux roues, véhicules, partagés, transports en commun, stationnements, séparateurs),
- carte des mobiliers (arceaux vélo, bornes d'apport volontaire) et nombre d'arbres.

Délais prévisionnels :

Les délais prévisionnels pour la réalisation de la mission seront indiqués au bon de commande correspondant. Ils sont estimés à 4 mois à compter de la notification du bon de commande.

4.1.2 Mission 1.1.2. Mise à jour du récolement graphique et technique

Type de prix : Cette mission est à prix global et forfaitaire.

Au vu de l'avancée des travaux et études en cours, il sera nécessaire de mettre à jour ce récolement graphique et technique et d'intégrer les nouvelles réalisations et nouvelles études..

Cela comprend le suivi/ la vérification des plans qui seront fournis par les entreprises d'une part et par les MOE d'espaces publics et des îlots immobiliers d'autre part et leur intégration aux plans de récolement surfaciques et techniques.

Cette mission s'effectue à l'échelle du grand périmètre y compris les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas.

Prestations et livrables prévisionnels :

Mise à jour des documents émis dans la mission précédente 'Récolement synthèse graphique et technique'

Délais prévisionnels :

Les délais prévisionnels pour la réalisation de la mission seront indiqués au bon de commande correspondant. Ils sont estimés à 1 mois à compter de la notification du bon de commande.

4.1.3 Mission 1.1.3. Production d'un diagnostic, une lecture critique du projet en cours, une lecture critique du territoire

Type de prix : Cette mission est à prix global et forfaitaire.

Cette mission s'effectue à l'échelle du grand périmètre hormis les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas.

Parallèlement au récolement à effectuer, cette mission de diagnostic/lecture critique et d'analyse en profondeur du territoire se déroule de la manière qui suit :

1. Phase « audit » : ateliers avec les MOE existantes ou a minima les équipes opérationnelles,
2. Echanges sur l'état d'avancement, les intentions du projet, les points critiques, échecs et difficultés éventuels en se concentrant sur les éléments impactant la connexion des quartiers entre eux,
3. Visites des quartiers,
4. Echanges avec les bureaux d'études/ AMO qui travaillent à l'échelle de la ZAC – accord cadre (programmation, mobilité, environnement...).

La mission 'Diagnostic et lecture critique du projet en cours et du territoire' doit permettre de :

- Rappeler, reformuler si besoin les idées fortes du projet initial à maintenir et à accentuer,
- Mettre en avant les incohérences,
- Identifier les éventuels impensés, les jonctions non traitées,
- Identifier les secteurs à développer, à fort enjeu.

Ces éléments de diagnostic pourront concerner :

- Les espaces publics, et notamment la gestion et la lisibilité des continuités à différentes échelles et différents modes (mobilités douces et véhicules, trames vertes et bleues, continuités paysagères...), mais également les espaces publics à ce jour non identifiés, non prévus,
- Les éléments bâtis : logiques préexistantes, et cohérence architecturale entre le déjà là, les différents îlots livrés ou programmés dans le cadre du projet urbain, les éléments de patrimoine déjà valorisés ou non.

Ce travail pourra mener à réinterroger les prescriptions architecturales en vigueur sur la ZAC. A ce jour, privilégiant la continuité avec la ville de pierre Bordelaise (minéralité, teinte blonde dominante, verticalité...), ces prescriptions apportent une certaine cohérence et favorisent la pérennité des constructions, mais interrogent à plusieurs titres :

- Compatibilité avec l'usage nécessairement croissant de matériaux décarbonés (bois structurel, matériaux bio et géo sourcés...),
- Intérêt et compatibilité avec la volonté d'offrir des espaces extérieurs généreux à chaque logement, aboutissant souvent à des façades très tramées de type « exosquelette »,
- Cohérence avec les secteurs restant à développer sur la ZAC, plus éloignés du centre-ville et obéissant à des logiques différentes :
 - quartier Carles-Vernet / Brascassat, mêlant habitat pavillonnaire et ensembles d'habitat collectif,

- quartier de Gattebourse, comprenant plusieurs barres de logements existantes à conserver, l'ensemble de ces secteurs étant par ailleurs directement adressés sur le boulevard Jean-Jacques Bosc, marquant la limite entre Bordeaux et Bègles,
- fonciers privés à développer encore sur le boulevard Jean Jacques Bosc.
- De façon plus générale, les points de vue et les signaux, bâtis ou non, depuis les différents points d'entrée dans le territoire de la ZAC, et l'image qu'ils renvoient, positive ou négative ou qu'ils pourraient renvoyer.

Le titulaire s'inscrivant dans le prolongement d'un travail engagé par l'EPA par le biais de différentes études urbaines et techniques, l'équivalent plan guide existant, et sur le récolement effectué lors de la mission précédente, le diagnostic devra débuter par une analyse en profondeur du terrain.

Ce diagnostic critique s'inscrira dans la suite de la note de compréhension et de la lecture critique du projet produites par le titulaire dans le cadre de son offre. Elaboré sur la base du présent cahier des charges et des différents documents portés à la connaissance des candidats dans le cadre de la consultation, ce diagnostic devra être enrichi, à partir de la désignation du titulaire, par la prise en compte des documents complémentaires qui lui seront communiqués et en fonction des échanges réguliers qui seront organisés avec l'EPA et ses partenaires dès la notification du premier bon de commande.

Le diagnostic du projet urbain en cours s'appuiera ainsi sur une analyse en profondeur du terrain, s'inscrira dans la suite du travail déjà réalisé par l'EPA (cf. exposé dans la note d'enjeux), sur l'analyse critique des études déjà réalisées (études urbaines, AVP-PRO, étude d'impact mise à jour), sur le récolement – synthèse graphique et technique, ainsi que sur des échanges en cours avec les différents grands propriétaires du périmètre (MIN, SNCF, ICF Atlantique....), et des projets immobiliers à l'étude.

Prestations et livrables prévisionnels :

Format et nombre de pages libres

Format .DOC et PDF

Echelles graphiques de référence 1.2000^{ème}, 1.1000^{ème}

Plans DWG, PDF, en respectant la charte graphique numérique de l'EPA

Format papier, 3 exemplaires

Délais prévisionnels :

Les délais prévisionnels pour la réalisation de la mission seront indiqués au bon de commande correspondant. Ils sont estimés à 3 mois à compter de la notification du bon de commande pour l'élaboration du diagnostic critique du projet urbain.

4.1.4 Mission 1.1.4. Reprise du plan-guide de la ZAC

Type de prix : Cette mission est à prix global et forfaitaire.

Cette mission s'effectue à l'échelle du grand périmètre hormis les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas.

Le plan-guide constitue le document de référence du projet urbain de la ZAC Bordeaux Saint Jean Belcier. Abordant l'ensemble des thématiques, il synthétise les orientations architecturales, urbaines, paysagères, environnementales et programmatiques du projet d'ensemble. Il constitue l'outil principal permettant de garantir sa cohérence. A ce titre, il doit pouvoir être communiqué en tout ou partie aux partenaires et doit par conséquent être d'une grande clarté d'expression à la fois d'un point de vue graphique et rédactionnel.

Le plan guide initial a été établi par la MOE Reichen et Robert. Il comprenait :

- La hiérarchisation des voies et des accès à la gare Saint Jean,
- Le développement et l'évolutivité des transports en commun,
- Les amorces au droit des têtes de pont (Palombe, Simone Veil),
- Le plan des circulations cycles, dont le VIP (Vélo Intermodalité Piéton),
- La maîtrise et l'organisation du stationnement,
- La nature, le paysage comme bien commun,
- Le projet hydraulique.

Le plan, actuellement faisant référence, a intégré différentes modifications, qui portaient sur :

- Le développement des espaces verts (jardin de l'Ars notamment, par l'élargissement des points de pincements, par la volonté de connecter la ZAC Saint Jean Belcier à la ZAC Bègles Garonne, assainissement eaux pluviales à ciel ouvert en gravitaire),
- La recomposition du quartier d'Armagnac sud, en intégrant un parc en son centre,
- L'évolution du quartier Amédée, (quartier hors présente mission)
- L'intégration du quartier Brascassat à la réflexion urbaine : développement d'opérations isolées,
- L'intégration du quartier Saget : passage de foncier non mutable à foncier mutable, aujourd'hui projet Canopia, (quartier hors présente mission)
- Le quai de Paludate et le quartier MIN de manière plus anecdotique, par la création de transverses et le développement des fonciers à leur droit,
- L'abandon du VIP (Vélo Intermodalité Piéton) au profit d'un maillage vélos/piétons qui non seulement relie les quartiers entre eux mais relie aussi la ZAC au reste de la Métropole.

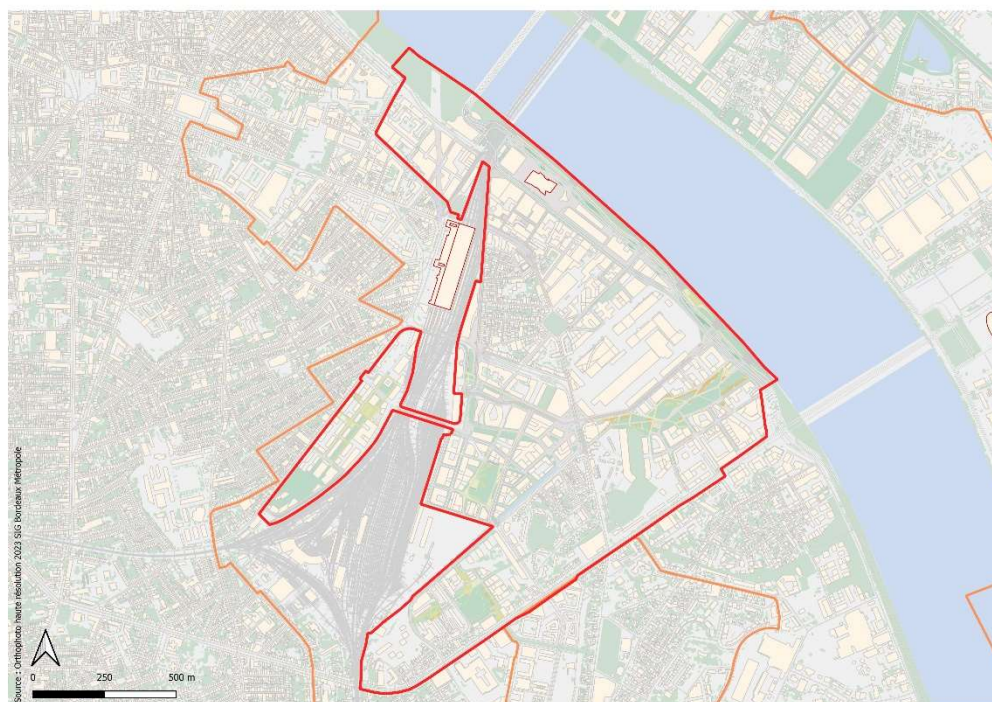


Figure 7 : Plan de référence EPA, 2024

(voir An 5)

Au regard de l'avancement de la ZAC Saint Jean Belcier, de l'élaboration du récolement de synthèse graphique et technique et de la lecture critique du projet à faire dans le cadre des missions précédentes, ce plan guide devra faire l'objet d'une reprise et de mises à jour.

S'appuyant sur le récolement et le diagnostic critique établi préalablement, le titulaire définira en lien avec l'EPA et ses partenaires les modifications éventuelles des orientations, urbaines, architecturales, paysagères et environnementales du projet urbain en cours. Cette mission intègre un travail itératif poussé avec les AMO de l'EPA, sur des sujets tels que la mobilité, décarbonation, résilience, modes constructifs, économie circulaire...

La reprise du plan-guide doit permettre la visualisation de l'évolution du projet urbain pour en assurer la cohérence à l'échelle de la ZAC. Au-delà de l'intégration d'éléments de projet (architecturaux, d'espaces publics ou de secteurs) dans les diverses représentations graphiques du projet, **il s'agira pour le titulaire de resituer les évolutions dans le cadre du projet d'ensemble, et, le cas échéant, d'amender certaines orientations initiales précisées lors de l'élaboration du diagnostic / lecture critique.**

Le projet urbain modifié devra donc aussi prendre en compte les principes écologiques, hydrologiques et environnementaux qui seront édictés et dont les principes sont indiqués dans la note d'enjeux.

Les principaux enjeux sur lesquels le titulaire sera amené à intervenir sont développés dans la note d'enjeux. Le titulaire s'attachera à co-construire la poursuite du projet urbain qui vise à la création de quartiers durables, désirables et démocratisés. La préservation de l'environnement sera au cœur de sa démarche, à travers une réflexion poussée notamment sur le bioclimatisme, le bilan carbone, la biodiversité, la préservation du déjà-là, etc. L'un des enjeux est également d'imaginer des quartiers accueillants pour tous, mixant la ville productive et la ville quotidienne avec ses commerces, ses services et ses équipements. Enfin, les modes d'habiter pourront être questionnés, avec une réflexion sur les typologies de logements, les surfaces minimales, la programmation des rez-de-chaussée notamment au regard des contraintes réglementaires et techniques ...

Prestations et livrables prévisionnels :

Cette reprise du plan guide sera réalisée sur la base des plans généraux de la mission n°1.1.1 ou de documents issus d'autres missions de l'accord-cadre.

Echelles graphiques de référence pour les livrables : 1.2000ème, 1.1000ème, 1.500ème.

La liste des livrables visée ci-dessous est donnée à titre indicatif. Le bon de commande « reprise du plan-guide » précisera la liste des livrables demandés.

La mission « reprise du plan guide » comprendra notamment la production des documents suivants :

- **mémoire de synthèse** accompagnant les planches graphiques :
D'un format et d'un nombre de pages libres, le mémoire constituera le document de référence de la poursuite du projet urbain et sera communicable auprès des partenaires du projet. Il comprendra des textes et illustrations libres ou extraites de la liste ci-dessous. Il exprimera de manière synthétique l'esprit du projet et les principales orientations urbaines développées et effectuera des zooms sur les secteurs à enjeux, secteurs à amender, identifiés notamment dans le cadre de la mission Diagnostic/lecture critique, pour lesquels il pourra être amené à proposer plusieurs scénarios.

Le mémoire abordera nécessairement les points suivants :

- ✓ Formalisation des orientations stratégiques initiales et définition des orientations stratégiques, qu'il reste à développer, à l'échelle de la ZAC,
- ✓ Conception bioclimatique à l'échelle urbaine, alimentée au besoin par les expertises tierces sollicitées par l'EPA (bilan carbone, études ilot de chaleur, rapport au soleil et au vent...),
- ✓ Prise en compte des principes écologiques, hydrologiques, environnementaux en itération avec les dossiers réglementaires,

- ✓ Définition/ajustement des orientations urbaines, paysagères, environnementales et architecturales à l'échelle de la ZAC et de secteurs, lesquelles préfigureront la production du cahier de prescriptions défini ci-après (mission n° 1.2),
 - ✓ Définition/ajustements des principes fonctionnels (circulation, mobilité à l'intérieur du secteur et en lien avec le reste de la ville...),
 - ✓ Définition ou tests sur les grandes masses constructibles et les typologies,
 - ✓ Définition des principes de desserte tous réseaux, confortées par le récolement technique réalisé précédemment,
 - ✓ Etablissement des nouveaux principes de la charte architecturale, en lien avec la feuille de route validée exposée dans la note d'enjeux,
 - ✓ Programmation et identité des principaux espaces publics qu'il reste à réaliser,
 - ✓ Prise en compte, en amont de la réflexion, des aspects fonciers et des domanialités,
 - ✓ Prise en compte, en amont de la réflexion, du patrimoine végétal dont les arbres existants et de la circonférence du houppier de ceux-ci,
 - ✓ Prise en compte des études techniques réalisées ou en cours, et prise en compte des risques : pollution des sols, inondation, géotechnique ...,
 - ✓ Insertion du projet dans son environnement,
 - ✓ Mutabilité des fonciers,
 - ✓ Principes de phasage envisagé au regard des travaux en cours et des acquisitions foncières à venir,
- **carnet de plans** reprenant l'ensemble de éléments modifiés et en particulier :
- ✓ plan d'insertion du projet dans son environnement au 1.2000ème, sur la base des éléments transmis par l'EPA Bordeaux Euratlantique ;
 - ✓ plan des espaces publics, des équipements publics et des polarités indiquant les noms des différentes voies et des espaces publics, sur la base des informations communiquées par l'EPA ;
 - plan de la structure paysagère du projet (espaces publics et cœurs d'îlot privés), en lien avec les enjeux de trame verte /trame bleue / trame brune et des types de végétations (haute, basse, nu) ;
 - ✓ plan de principe des continuités écologiques (trame bleue, verte, brune) et des habitats naturels sur les espaces publics et privés, notamment établis sur la base des éléments communiqués par l'EPA Bordeaux Euratlantique (étude d'impact, diagnostic quatre saisons ...),
 - plan des mobilités à l'échelle de la ZAC et de chaque quartier avec les natures d'usage de l'espace public (intégrant transports en commun, VL, piétons, cycles, infrastructures routières...) sur la base des éléments transmis par l'EPA et amendé le cas échéant en fonction des évolutions du projet ;
 - ✓ plans descriptifs de la morphologie urbaine et des typologies programmatiques (type d'habitat, activités/tertiaire) figurant notamment les éléments suivants :
 - ✓ Les principes d'emprises et d'implantation des bâtiments (alignements / retraits, gabarits), typologies bâties permettant notamment d'apprécier la qualité résidentielle ;
 - ✓ Les densités et les rapports pleins / vides ;
 - ✓ Les principes d'ouvertures, de transparence visuelle tant depuis l'extérieur du quartier que depuis ses espaces intérieurs ;
 - ✓ Le découpage parcellaire, cohérent avec la constructibilité du quartier et respectant des seuils d'opérations acceptables et commercialisables ;

- ✓ Les principes de distribution des parcelles
- ✓ Les principes paysagers et le maillage des espaces publics et espaces ouverts aux piétons ainsi que les préfigurations éventuelles ;
- ✓ tous textes et documents graphiques (perspectives, croquis ou collages d'ambiance, maquettes physiques, références, palette matériaux et couleurs,...) décrivant le langage architectural recherché et plus globalement permettant la bonne compréhension du projet.
- ✓ plan programme, localisant notamment les bâtiments existants ;
- ✓ plan d'ilotage selon la nomenclature fournie par l'EPA ;
- ✓ Plan de constructibilité ;
- ✓ plan de domanialité à terme ;
- ✓ plan de superposition de l'état existant et de l'état projeté ;
- plan de principe du recueil des eaux pluviales des espaces publics et privés, dans la continuité du Dossier Loi sur l'eau/ Autorisation Environnementale, en s'appuyant sur les projets déjà réalisés,
- plan des surfaces imperméabilisées et types revêtements (état existant et état projeté)
- plan des réseaux (approvisionnement en eau potable, assainissement, HT, BT, réseau de chaleur)
- plan sécurité incendie, au droit des projets immobiliers à venir,
- les coupes transversales et longitudinales pour chacune des voiries visées au tableau de l'article 4.7 et chacun des espaces publics, faisant également apparaître les principes de volumétrie et d'alignements / retraits évoqués ci-dessus ;
- Proposition d'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture,
- concernant les îlots et espaces publics non encore développés, les simulations pour :
 - ✓ le niveau d'ensoleillement des pièces au 20.12, au 20.03 et au 20.06 ;
- l'exposition des espaces extérieurs aux vents dominants en hiver et en été. ;
- le plan de principe du phasage de la suite du projet sur la base des éléments communiqués par l'EPA et réalisés par l'OPC urbain ;
- tout autre document qu'il semblera utile à la MOE.

Réunions :

- Toute réunion de travail nécessaire au bon déroulement de l'étude
- Réunion de restitution intermédiaire
- Réunion d'échange et de présentation à l'EPA Bordeaux Euratlantique
- Réunion de présentation aux partenaires du projet

Délais prévisionnels :

Les délais prévisionnels pour la réalisation de la mission seront indiqués au bon de commande correspondant. Ils sont estimés à 4 mois à compter de la notification du bon de commande pour l'élaboration de la reprise du plan guide.

4.1.5 Mission 1.1.5. Mise à jour du plan-guide à l'échelle de la ZAC

Type de prix : Cette mission est à prix global et forfaitaire.

Objectifs : Une fois repris (mission précédente), il peut être nécessaire de mettre à jour le plan guide à l'échelle de la ZAC prévisionnellement en fin d'accord cadre et en fin de renouvellement de l'accord cadre (parallèlement à une mission de mise à jour des plans de récolement visée en mission n°1.1.2).

Cette mise à jour permet d'avoir une vision globale du projet urbain, prévisionnellement en 2029 et à la clôture de la ZAC.

Cette mission s'effectue à l'échelle du grand périmètre hormis les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas.

Le titulaire intégrera tous les ajustements et modifications intervenues depuis la production du plan guide repris, c'est une actualisation du plan guide.

La mise à jour comprendra également de nouvelles modifications qui seraient rendues nécessaires compte tenu de l'état d'avancement du projet, des partenariats conclus et du contexte économique.

Prestations et livrables prévisionnels :

Mise à jour des documents émis dans la mission précédente 'Reprise du plan guide'.

Délais prévisionnels :

Les délais prévisionnels pour la réalisation de la mission seront indiqués au bon de commande correspondant. Ils sont estimés à 2 mois à compter de la notification du bon de commande pour l'élaboration de la reprise du plan guide.

4.1.6 Mission 1.1.6. Mise à jour du plan-guide à l'échelle d'un quartier

Type de prix : Cette mission est à prix global et forfaitaire.

Objectif : Une fois repris (mission précédente : reprise du plan guide et/ou mise à jour), il peut être nécessaire de mettre à jour le plan guide à l'échelle d'un quartier, au regard des évolutions / opportunités/ partenariats qui s'offrent à l'EPA.

Cette mise à jour permet de concevoir et d'intégrer une mise à jour ponctuelle.

Cette mission s'effectue à l'échelle du grand périmètre hormis les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas.

Prestations et livrables prévisionnels :

Mise à jour des documents émis dans la mission précédente 'Reprise du plan guide', à l'échelle du quartier retenu.

Délais prévisionnels :

Les délais prévisionnels pour la réalisation de la mission seront indiqués au bon de commande correspondant. Ils sont estimés à 2 semaines à compter de la notification du bon de commande pour l'élaboration de la reprise du plan guide.

4.2 MISSION 1.2 : ELABORATION ET REDACTION DU CAHIER DE PRESCRIPTIONS URBAINES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES POUR LA SUITE DU PROJET URBAIN

Type de prix : Cette mission est à prix global et forfaitaire.

Objectifs :

Un premier cahier de recommandations architecturales, urbaines, paysagères et environnementales a été produit en 2013, dans le cadre de la mission initiale de MOE RRA/ SETEC/BASE/RIBI & Associés / Agence On à l'échelle de la ZAC.

A l'échelle de chaque quartier ('Domaines' selon le vocabulaire dédié par la MOE initiale), ces prescriptions macro ont trouvé leurs traductions dans la conception des espaces publics par les maîtrises d'œuvre dédiées aux quartiers et les fiches de lots et/ou d'emprises.

Ce nouveau cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales sera établi à destination de maîtrises d'œuvre tierces œuvrant soit à une échelle intermédiaire en coordination d'un ou plusieurs îlots, soit en qualité de maître d'œuvre de projets immobiliers. Il sera complété au besoin par des fiches de lot décrites aux présentes. Il reprendra spécifiquement la mise à jour de la charte architecturale dont les principes auront été visés lors de la mission précédente.

Au début de cette mission, l'EPA déterminera précisément, en concertation avec le titulaire et en cohérence avec la reprise du plan-guide, le périmètre de délimitation ; à ce jour il semble pertinent de retenir le grand périmètre, hormis les quartiers Amédée Saint Germain et Descas Saget.

Il est possible de définir des prescriptions différentes selon les quartiers, au sein du CPAUP unique.

Le cahier de prescriptions à vocation à être annexé aux cahiers des charges de cession de terrain et aux conventions de participation contractualisés entre l'EPA et les porteurs de projets immobiliers. A ce titre, il pourra intégrer des productions tierces (de l'EPA ou de ses prestataires). Le titulaire du présent accord-cadre aura la charge d'intégrer ces éléments et de les articuler à sa propre production pour livrer un document complet et cohérent.

Le cahier de prescriptions devra donc être rédigé en cohérence avec les documents cadre qui sont également annexés aux promesses de vente ou aux conventions d'association qui lient l'EPA aux opérateurs immobiliers.

Ces documents cadre de l'EPA fournissent des prescriptions en termes de programmation économique, de logement et d'environnement (certification, surfaces minimales, répartition typologique, répartition de la programmation, plafonnement des prix, construction bois, insertion, etc.), et de grandes orientations architecturales (architecture apaisée, rythme vertical des façades, etc.) afin de définir une écriture

commune à l'ensemble de l'OIN. Ces documents cadre seront réinterrogés par l'EPA dans les mois à venir, afin d'intégrer notamment les enjeux de la nouvelle feuille de route de l'EPA approuvée en Conseil d'Administration du 08 mars 2024. Un travail itératif entre le titulaire et les différentes directions de l'EPA sera donc nécessaire à la bonne élaboration du CPAUP, au regard de l'état d'avancement de la mise à jour de ces documents cadre.

Prestations, livrables prévisionnels :

Le titulaire élaborera le cahier de prescriptions dans le cadre d'un travail partenarial sous la direction de l'EPA. Les réunions nécessaires à ce travail font partie de la gestion courante du projet dans le cadre de la présente mission.

Echelles graphiques de référence pour les livrables : 1.2000ème, 1.1000ème, 1.500ème.

Le cahier des prescriptions comprendra les volets décrits ci-après.

• Volet général

- La ZAC Saint Jean Belcier dans l'OIN Euratlantique, les grands principes du plan-guide actualisé et la programmation globale de la ZAC à date
- le contexte administratif de la ZAC (dossiers de création, de réalisation, révision du PLU, autres procédures en cours...);
- l'état de l'existant et de l'avancement du projet à date, 5 pages maximum.

• Volet urbain

- La description du contexte de la ZAC comprenant :
 - un plan de situation à l'échelle de la ZAC, dans l'état existant et dans l'état projeté ;
 - un plan de situation à l'échelle du quartier (4 quartiers : Corto Maltese Paludate Min / Ars / Armagnac / Carle Vernet Brascassat) et de ses abords, dans l'état existant et dans l'état projeté (1.2000ème) ;
 - une photo aérienne ;
- la programmation à l'échelle du quartier, son volume et sa répartition ; dans l'état existant et l'état projeté ;
- les formes urbaines, la répartition typologique des logements, les orientations et les logements traversants, les surfaces extérieures
- la programmation des équipements publics, intégrant :
 - un tableau détaillant les équipements avec l'ensemble des espaces nécessaires pour accueillir les activités, en lien avec les politiques menées par leurs gestionnaires ;
 - un plan de répartition des équipements publics du quartier ;

- un plan de répartition des équipements publics de la ZAC afin d'apprécier le rôle du quartier dans le projet urbain global ;
- Les espaces publics, voiries, cheminements ou tout autre élément bordant le quartier seront représentés en plans, coupes, axonométries ou tout autre élément graphique permettant d'en apprécier la volumétrie, le rôle dans le projet urbain et la relation avec le quartier ;
- les interfaces entre les espaces publics de la ZAC et les espaces publics du quartier ;
- les traversées et porosités du quartier, garantissant le bon fonctionnement de l'ensemble du projet ;
- la position des lignes de transports en commun et des emplacements des arrêts correspondants, selon le niveau de précision atteint au moment de la rédaction du cahier ;
- les principes d'organisation des mobilités avec l'affectation des espaces (piétonnier, vélos, VL, TCSP, ...).
- les principes d'organisation du stationnement, avec la localisation préconisée des parkings privés et leurs accès (en anticipation sur de potentielle mutualisation) et les localisations des stationnements publics pour tous les modes.

- **Volet architectural**

- L'étude de constructibilité du quartier, réalisée dans le cadre de la reprise du plan-guide, affinée et mise à jour suivant les évolutions du projet.
- les recommandations pour le traitement des rez-de-chaussée (notamment au regard des contraintes techniques : PPRI, locaux concessionnaires, locaux vélos..., des façades, des abords.
- le tableau récapitulatif de la constructibilité par programme (les surfaces, la nature et la typologie des programmes, nombre de niveaux et les hauteurs des étages) ;
- des plans schématiques expliquant les principes d'implantation des constructions au regard des limites parcellaires, des alignements, des questions de la mitoyenneté et des éventuels espaces publics majeurs ;
- la définition ou des précisions sur l'écriture architecturale des quartiers (rythme des façades, matériaux, teintes, ouvertures, etc.)
- des plans, coupes, axonométries ou tout autre élément graphique permettant d'apprécier les morphologies bâties ;
- la mise à jour de la charte architecturale au regard d'une réorientation en faveur de la transition écologique,

- **Volet paysager**

- Les recommandations générales sur les espaces paysagers de la ZAC qu'il reste à réaliser ;
- les recommandations particulières sur les espaces paysagers propres au quartier (palette végétale notamment) ;
- un état du projet de paysage de préfiguration et des actions à mener pour le poursuivre ;
- Au besoin, les recommandations générales sur les espaces publics (matériaux, mobilier urbain, éclairage).

- **Volet environnemental**

De façon prévisionnelle, ce volet traitera des sujets suivants :

- Les exigences environnementales applicables aux projets immobiliers comprenant entre autres les certifications environnementales recherchées ; au regard du travail mené avec les AMO de l'EPA,
- Les enjeux écologiques faune / flore et habitats naturels (dont les éventuelles zones humides en présence) avec les préconisations et solutions techniques à même de répondre à ces enjeux, au regard du travail mené avec les AMO de l'EPA ;
- la gestion des eaux pluviales, tant du point de vue qualitatif que quantitatif (à l'échelle de la ZAC, à l'échelle du quartier et à l'échelle de la parcelle) ;
- la gestion des terres au regard du travail mené avec les AMO de l'EPA ;
- la gestion de l'énergie au regard du travail mené avec les AMO de l'EPA ;
- la gestion des déchets ;
- la gestion de l'eau dans l'arrosage des espaces publics et privés (forage...) ;
- le choix des matériaux et énergie grise au regard du travail mené avec les AMO de l'EPA ;

- **Annexes éventuelles**

- PLUI ou projet d'évolution du PLU,
- PPRI
- Des points spécifiques pourront être détaillés, tels que les espaces publics majeurs du quartier, lié au fonctionnement avec la ZAC, ou des programmes spécifiques.
- Le carnet de plans, format PDF et papier.
- Les plans mis à jour, format DWG.

Délais prévisionnels : Les délais prévisionnels pour la réalisation de la mission seront indiqués dans le bon de commande. Ils sont estimés à 5 mois à compter de la notification du bon de commande.

4.3 MISSION 1.3 ACCOMPAGNEMENT GENERAL

Type de prix : Ces éléments de mission seront facturés au temps passé par application des prix unitaires de référence par intervenant, tels que prévus au chapitre I du Bordereau des Prix.

Objectifs :

Ces missions-type concernent les prestations non prévues dans les autres catégories mais nécessaires à la bonne mise en œuvre du projet. Les réunions visées dans cette catégorie de mission sont distinctes de celles nécessaires à la bonne réalisation des autres missions de l'accord-cadre.

Des projets d'envergure au sein du périmètre de la ZAC Saint Jean Belcier sont en cours d'étude sous la Maitrise d'ouvrage de tiers.

L'EPA a besoin d'être accompagné afin d'analyser ces projets, d'enrichir l'intégration de ces projets dans le tissu urbain constitué, d'entretenir un dialogue avec les tiers Maitres d'Ouvrage.

Cette mission s'effectue à l'échelle du grand périmètre hormis les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas et de petits périmètres, selon le besoin.

Les sujets pouvant requérir le recours à la présente mission sont :

- Le projet Grande Gare de Bordeaux (Pôle d'Echange Multimodal), porté actuellement par la SNCF. Il doit permettre de faire face à la croissance de la fréquentation de la gare, bien plus rapide qu'imaginée en 2017 à la mise en service de la LGV.
 - Ce projet porte sur l'organisation intérieure de la gare mais également sur ses abords et la gestion de l'ensemble de l'intermodalité, tant côté Domercq (parvis historique, quartier Saint-Jean) que côté Belcier.
 - Ainsi, la question des flux voyageurs vers la station de tramway Belcier va se poser ainsi que les moyens de rendre ce parcours davantage lisible. La piétonnisation totale du parvis Domercq pourrait avoir de sérieuses répercussions sur le fonctionnement du quartier Belcier et de son parvis.
 - L'EPA BE est associé à la réflexion menée dans le cadre du Pôle d'Echange Multimodal, et pourrait avoir besoin d'une vision technique plus détaillée à l'avenir. Une mission d'analyse des pistes d'action envisagées par SNCF Gares et Connexions comme MOA unique des études d'AVP, en ce qui concerne l'aménagement des parvis mais également les études relatives au plan de circulation... dans le cadre d'une mission d'accompagnement

spécifique, serait peut-être un point de démarrage, avant d'éventuellement déclencher une mission de conception pour le renouvellement des espaces publics autour de la gare dans un second temps.

- Le projet de transformation du MIN (Marché d'Intérêt National) mené par Bordeaux Métropole et son investisseur, afin d'intégrer cette fonction logistique alimentaire, au sein du quartier muté. En effet, originellement implanté à la périphérie de la ville, le MIN de Bordeaux Brienne est aujourd'hui au cœur d'un quartier en plein développement. De nouveaux lieux de vie et d'habitation voisinent avec le site de 12 ha par lequel transitent annuellement quelque 161 000 tonnes de produits frais... La conjonction de ces changements et la volonté de renforcer le marché de gros a conduit Bordeaux Métropole, en lien avec la régie métropolitaine en charge de l'exploitation du lieu, à repenser l'avenir du MIN. Fondé sur le choix politique fort de maintenir un marché de gros au cœur de la ville, l'ambitieux projet en cours d'élaboration vise à mettre à profit le potentiel de construction. Il s'agit d'apporter 10 000 m² supplémentaires pour la régie elle-même et 30 000 m² pour accueillir de nouvelles activités en lien avec la fonction nourricière et l'excellence alimentaire de demain.

Types de missions :

- Réunions ponctuelles spécifiques qui ne seraient pas comprises dans les prestations prévues par les autres bons de commande ou marchés subséquents ; il est entendu qu'une réunion comprend : la préparation dont l'analyse des documents en amont, la présence en réunion, un échange reporting avec l'EPA BE et un compte rendu.
- Productions ponctuelles relatives aux études urbaines (mises à jour mineures des documents tels que les projets urbains de quartier et autres cahiers de prescriptions, benchmark de projets urbains ou architecturaux, études exploratoires sur les typologies d'habitat ou les espaces de travail, étude relative à la préfiguration ou au test d'usages sur les espaces publics existants et / ou futurs...) ;
- Accompagnement pour le pilotage de prestataires tiers (perspectiviste, maquettiste, agence de communication, etc.) ;
- Assistance pour la constitution de dossiers de subventions ou d'appels à projets.

Livrables : Compte-rendu de réunions, productions ponctuelles, rapports d'études spécifiques

Délai : Les délais d'exécution seront précisés dans le ou les bons de commande.

4.4 MISSION 2 : SUIVI ET COORDINATION DES OPERATIONS IMMOBILIERES

La qualité du projet urbain d'ensemble suppose une articulation très précise des projets entre eux tant au niveau de l'espace public qu'à celui des constructions. Aussi, chaque projet de construction présenté par un tiers fera l'objet d'une analyse et d'un suivi, cette phase terminale de la concrétisation du projet urbain revêtant une importance particulière dans le cadre juridique d'une OIN. Cette mission porte sur l'ensemble des constructions, quel qu'en soit l'usage.

Cette mission pourra être menée à l'aide de documents 2D (plans, coupes, etc.)

Pour l'ensemble des missions 2 définies ci-après, les projets immobiliers seront définis sur la base de trois niveaux de complexité.

Niveau simple :

- Cas type de programme immobilier : Un projet immobilier monofonctionnel d'une surface de plancher inférieure à 7 500 m². Ce seront par exemple des programmes de 100 logements ou moins, des programmes tertiaires ou d'enseignement supérieur et de recherche de moins de 7500 m² SDP, d'un groupe scolaire de moins de 15 classes ou d'un petit équipement public (pôle associatif...).

Niveau intermédiaire :

- Cas type de programme immobilier : Un projet immobilier d'une surface de plancher comprise entre 7 500 m² et 15 000 m² de plancher pouvant correspondre à l'échelle d'un îlot. Le programme est potentiellement mixte : logements + tertiaire ou équipement public + logements. Pour un équipement public, il pourra s'agir d'un groupe scolaire de 15 classes et plus, d'un équipement sportif de quartier, ou de tout autre équipement de moins de 15 000m² de plancher.

Niveau complexe :

Cas type de programme immobilier : Un projet immobilier avec une programmation mixte, impliquant une forte imbrication entre des éléments de programme différents (par exemple un bâtiment regroupant logements, parking silo, salle de sport, hôtel) d'une surface de plancher supérieure à 15 000 m² SDP. Eventuellement, suivant le niveau de complexité programmatique du sujet, un programme inférieur à 15 000 m² pourra être qualifié de complexe. Ce niveau de complexité correspond également à un projet d'équipement public de plus de 15 000 m² SDP ou à un équipement public tel qu'un collège.

Cette mission s'effectue à l'échelle de petits périmètres et ne concerne pas les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas.

4.4.1 Mission 2.1. Etudes de capacité / faisabilité

Type de prix : cette mission est à prix global et forfaitaire et comporte trois niveaux de complexité définis ci-avant.

Objectifs : En s'appuyant sur les éléments produits dans le cadre des études urbaines précédentes, le titulaire réalisera des études de capacité pour accompagner le processus d'élaboration de la programmation des projets immobiliers. L'étude de capacité permet de :

- stabiliser la constructibilité du lot ou de l'ilot ;
- définir les limites et le découpage du lot en fonction des enjeux urbains et programmatiques ;
- identifier clairement les contraintes à prendre en compte (arbres, réseaux existants...) et les superposer de manière précise avec le projet (base plan topographique avec relevé géomètre spécifique éventuel).
- définir l'organisation spatiale, les accès, le fonctionnement des parkings et des espaces extérieurs ;
- vérifier la faisabilité du programme au regard des contraintes règlementaire (PLU, contraintes environnementales)

Livrables :

Echelles graphiques de référence pour les livrables : 1.1000ème, 1.500ème, 1.200ème.

Le titulaire du présent accord-cadre produira un livret A4 au format papier et PDF récapitulant les éléments suivants :

- La synthèse des contraintes prises en comptes sur ce secteur (PLU, ...)
- un plan de situation dans la ZAC à l'état actuel (1.1000ème) et dans le projet à terme (1.1000ème)
- un plan de proposition de découpage foncier (1.500ème)
- un plan d'implantation des masses bâties (1.500ème) proposant jusqu'à trois implantations différentes.
- les coupes/gabarits, élévations, axonométries, perspectives ou schémas nécessaires à la compréhension de la volumétrie (1.500ème)
- un plan fonctionnel précisant les grandes intentions (orientation, enjeux architecturaux), l'organisation spatiale, les accès, le fonctionnement des parkings et des espaces extérieurs
- les plans mis à jour, format DWG
- un tableau récapitulatif de la constructibilité par programme détaillant :
 - o surfaces ;
 - o typologies / nature ;
 - o nombre d'usagers ou d'habitants ;
 - o nombres de niveaux et hauteurs des étages ;

Le titulaire aura également à charge la synthèse et l'intégration des éléments produits dans le cadre des missions de maîtrise d'œuvre d'espaces publics et d'infrastructures liés au lot concerné.

Réunions :

Toute réunion de travail nécessaire au bon déroulement de l'étude, y compris avec le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre du projet immobilier.

Délais prévisionnels :

A compter de la notification du bon de commande, le délai prévisionnel d'exécution sera de :

- 2 semaines pour un niveau de complexité simple ou intermédiaire
- 3 semaines pour un projet de niveau complexe

4.4.2 Mission 2.2. Elaboration de fiches de lot ou fiches d'emprise

Type de prix : cette mission est à prix global et forfaitaire et comporte trois niveaux de complexité définis ci-avant.

Nota : le terme « lot » désigne une unité opérationnelle, c'est-à-dire un terrain ou un ensemble de terrains cédés par l'aménageur pour la réalisation de constructions ou de projets d'infrastructures. Le lot est éventuellement constitué de plusieurs parcelles, en fonction du découpage parcellaire proposé.

La fiche de lot vient au besoin compléter et préciser le cahier de prescriptions urbaines, architecturales, environnementales et paysagères, voire le mettre à jour à la marge.

Aussi, ce document sera synthétique et assorti de plans succincts (deux pages maximum par thème développé), le principe étant de donner une information technique et précise aux porteurs de projets.

Prestations et livrables :

- Eléments de contexte
 - Description du site existant, topographie, réseaux existants, photos
 - Description de l'environnement futur (rappel des enjeux, éléments de programmation, polarité du secteur, description des programmes proches...)
 - Caractéristiques du parcellaire : dimension, implantation, constructibilité, hiérarchisation des voiries et espaces publics, desserte par les transports en commun. Cette délimitation devra être exploitable par le géomètre de l'opération (géo-référencement Lambert CC-45 obligatoire) et le SIG de l'EPA.
 - Caractéristiques des voies et espaces publics attenants, quel que soit le MOE des espaces publics,
 - Si le droit des sols est susceptible d'évoluer, les modifications à venir à respecter par le projet
- Prescriptions à l'échelle de la parcelle : jardins collectifs, choix des essences, traitement des sols et matériaux, clôtures, mobilier et éclairages extérieurs

- Prescriptions architecturales et fonctionnelles : définition des règles d'implantation des constructions : surfaces de plancher par destination, typologies, orientations, alignement, retraits, hauteurs, gestion de la mitoyenneté, traitements des rez-de-chaussée, porosités, traitement des angles, traitement des entrées et orientation du projet, traitement des façades et pieds de façade, volets et stores, signalétiques et enseignes, traitement des toitures et des édicules techniques, principe de stationnement des véhicules et vélos à la parcelle...
- Prescriptions environnementales :
 - Gestion des eaux pluviales (PPRI notamment)
 - Aspects règlementaires liés à la faune et la flore (séquence ERC)
 - Zones humides (séquence ERC)
 - Gestion des terres
 - Objectifs de certification/labellisation et modes constructifs
 - Objectifs de végétalisation à la parcelle
 - Gestion de l'énergie
 - Gestion des déchets de chantier
- Prescriptions techniques :
 - Raccordement aux réseaux définitifs et de chantier (EP, EU, AEP, HT, BT, FT, Incendie, chauffage urbain)
 - Nivellement projeté, y compris côtes de seuils au regard du PPRI en vigueur
 - Contraintes techniques particulières (poste DP, PMZ, armoire éclairage public)
 - Contraintes du site (arbres ou réseaux existants) avec une superposition précise projet/existant.
 - Sécurité incendie (voies engins, voies échelles, implantation des hydrants)
 - Gestion des déchets
 - Phasage opérationnel : éléments de calendrier, gestion et démarrage du chantier

Le titulaire du présent accord cadre produira un livret A4 au format PDF récapitulant les éléments cités ci-dessus. En complément, les plans issus des livrables seront fournis au format DWG

Rendu : Fiche de lot / Fiche d'emprise

Délai : Les délais d'exécution seront précisés dans le ou les bons de commande.

4.4.3 Mission 2.3. Accompagnement en phase conception

Type de prix : Cette mission est à prix global et forfaitaire, selon les trois niveaux de complexité définis pour la mission n°2.

A chaque étape des projets immobiliers du secteur d'étude (reprise d'ESQ/APS/APD/PRO/DCE)/ PCM le titulaire participera aux réunions et analysera les différents rendus sur l'ensemble des volets traités dans la fiche de lot ou à défaut au CPAUP et au plan guide repris. Il s'assurera en particulier que le projet immobilier a bien pris en compte les orientations du projet urbain tel qu'il est défini et repris et mis à jour dans la mission n°1.1.4 (plan guide).

Toutes les prescriptions émises dans le cadre de la fiche de lot seront vérifiées. Peuvent être associés à cette vérification les AMO cadre de l'EPA (développement durable notamment).

Cette analyse sera complétée par l'analyse de nouveaux éléments présentés à l'avancement opérationnel du projet immobilier par les équipes de maîtrise d'ouvrage / maîtrise d'œuvre du programme immobilier.

Le permis de construire étant une étape engageante pour l'EPA et le constructeur, le titulaire effectuera une analyse exhaustive des pièces produites. Une à deux réunions pourront être organisées préalablement au dépôt du permis de construire et durant la phase d'instruction. Il établira un rapport d'analyse écrit permettant au maître d'ouvrage d'apprécier le respect des contraintes et des objectifs urbains et proposant des prescriptions à formuler au constructeur.

Cette mission comprend également l'analyse et les réunions liées au dépôt d'éventuels permis de construire modificatifs.

Le titulaire remettra un rapport d'analyse des différents rendus produits par les projets immobiliers, qui pourra être joint à l'avis EPA sur le projet et transmis aux services instructeurs des autorisations d'urbanisme.

Lorsque deux projets à proximité immédiate seront étudiés en même temps, l'urbaniste conseil favorisera l'émergence d'éléments de conception cohérents et coordonnés afin de garantir les constructibilités de chaque programme en harmonie d'ensemble. Avec l'accord de l'EPA, il établira les documents graphiques de synthèse qui s'avèreraient nécessaires.

A noter que les sujets d'interface techniques entre les espaces publics et les lots immobiliers (synthèse branchements réseaux, synthèse nivellement) tant en phase conception qu'en phase réalisation :

- font l'objet d'une mission spécifique traitée en mission n°2.4 au chapitre 4.4.4 pour les lots orphelins de MOE d'espaces publics aux abords,

- sont traités dans le cadre des marchés de maîtrise d'œuvre urbaine infrastructure des espaces publics avoisinants, déjà attribués,

- sont traités dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre urbaine infrastructure pour les ilots dont la MOE des espaces publics aux abords est assurée par le titulaire du présent accord cadre.

Rendu : Dans cette mission, le titulaire devra intégrer et géoréférencer les plans fournis dans l'architecture décrite au 4.1.1 du présent CCTP. Un rapport d'analyse sera émis, pouvant être joint à l'avis EPA sur la demande de permis de construire.

Modalité de réalisation : La mission sera réalisée dans le cadre d'un ou plusieurs bons de commande.

Délai : Les délais d'exécution seront précisés dans le ou les bons de commande.

4.4.4 Mission 2.4. Accompagnement interfaces techniques pour les îlots orphelins de MOE d'espaces publics aux abords

Type de prix : Ces éléments de mission seront facturés au temps passé par application des prix unitaires de référence par intervenant, tels que prévus au chapitre I du Bordereau des Prix, en s'appuyant sur les niveaux de complexité définis pour les missions n° 2.

Dans le cadre de la mission 'Accompagnement en phase conception', le maître d'œuvre est réputé intégrer et analyser les projets immobiliers dans leur état d'avancement. Il détecte et alerte sur les éventuels points d'interface problématique et participe aux échanges bilatéraux entre les deux maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvres qui permettent la mise en cohérence de ces interfaces par un aménagement transitoire de l'espace public existant ou de l'adaptation du projet immobilier.

Dans le cadre de la production de dossiers finalisés par les maîtres d'œuvre des projets immobiliers, le maître d'œuvre sera sollicité par l'EPA pour contrôler la cohérence entre les projets immobiliers et les espaces publics aux abords orphelins de MOE d'espaces publics. Ce contrôle formalisé intervient aux étapes clés du projet immobilier : avant le dépôt du PC, avant la finalisation du DCE et lors du chantier.

Pour ce faire il devra vérifier :

2.4.1/ Les raccordements réseaux des îlots sur le projet de permis de construire

Pour chaque îlot, une vérification des interfaces entre les réseaux existants sur l'espace public et les attentes prévues pour chaque îlot orphelin doit être effectuée. Cette vérification réalisée sur demande de l'EPA comprend notamment la rédaction d'un avis écrit sur la cohérence des branchements du lot avec l'aménagement existant des espaces publics à date. Cet avis sera accompagné de plans de repérage des branchements superposés sur le plan d'aménagement des espaces publics. Le cas échéant, cette vérification pourra donner lieu à l'organisation d'une réunion de travail réunissant les différents acteurs concernés. Cette mission concerne : - Les branchements EP et EU ; - Le branchement AEP (sanitaire, arrosage et incendie le cas échéant) ; - Le branchement fibre optique (Inolia) Un avis sera donné sur le branchement RCU et HTA/BT, en complément des avis de Mixener ou d'Enedis.

2.4.2/ La cohérence de voirie et nivellement (accès et valeurs de seuils)

La vérification des raccordements des seuils des immeubles projetés et des espaces libres en limite de propriété à l'altimétrie du domaine public doit également être faite pour avoir une cohérence entre les espaces publics et privés et assurer le respect des règles d'accessibilité. Et plus globalement le titulaire pourra traiter des points de synthèse technique.

Pour cela la synthèse doit traiter du calage du nivellement des îlots orphelins et de l'espace public. Cette mission comprend :

- La vérification et l'analyse des données des îlots (géoréférencement, calques, etc.)
- L'analyse pour chaque îlot de la compatibilité des accès et du nivellement,
- L'analyse de la compatibilité du projet avec d'éventuels sujets floristiques ou paysagers (arbres, noue plantée, espèces exotiques ou envahissantes, espèces classées, ...) au moyen d'une superposition précise des projets avec leur terrain d'assiette,
- L'analyse de points de synthèse techniques,
- La rédaction d'une note avec plan annoté joint avec proposition d'adaptation des aménagements d'espaces publics existants ou des seuils le cas échéant.

Comme précédemment, cette vérification pourra donner lieu à l'organisation d'une réunion de travail réunissant les différents acteurs concernés.

Délai : Les délais d'exécution seront précisés dans le ou les bons de commande.

4.5 MISSION 3 : MISSIONS D'APPUI ET D'EXPERTISE

4.5.1 Mission 3.1 : Assistance aux procédures administratives, réglementaires et environnementales

Type de prix : mission à prix global et forfaitaire.

Le maître d'ouvrage conduit le projet en recourant aux outils usuels des grandes opérations d'urbanisme, selon la réglementation applicable. L'EPA s'est doté, dans cet objectif, d'un accord cadre relatif aux procédures réglementaires et environnementales et aux études associées :

- Etude d'impact environnemental
- Autorisation environnementale
- Etudes hydrauliques et hydrogéologiques
- Etudes sur le milieu naturel
- Déclaration de projet Code de l'urbanisme et Déclaration d'Utilité Publique

La ZAC Saint Jean Belcier étant en cours de mise en œuvre, les dossiers réglementaires existent. Néanmoins, des mises à jour pourraient être rendues nécessaires compte tenu des évolutions du projet urbain.

Le titulaire accompagnera l'EPA dans la préparation et la relecture de la mise à jour du dossier d'autorisation environnementale (hors DLE). Dans ce cadre il devra exposer le projet et dialoguer régulièrement avec le ou les prestataires retenus pour réaliser le dossier d'autorisation environnementale.

Cette mission s'effectue à l'échelle du grand périmètre et ne concerne pas les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas.

Il transmettra en particulier au prestataire en charge des études hydraulique l'ensemble des plans et documents dans un format facilitant la construction des modèles. Il s'agira d'adapter les documents réalisés lors des missions précédentes.

En amont des mises à jour de plan guide, le titulaire définira avec le prestataire en charge des modélisations hydrauliques les marges de manœuvre potentielles, fournira les documents graphiques nécessaires à une analyse à dire d'expert et/ou à de nouvelles modélisations.

Livrables : Plans et documents facilitant la construction des modélisations hydrauliques par l'AMO procédures réglementaires

Délai : Les délais d'exécution seront précisés dans le ou les bons de commande.

4.5.2 Mission 3.2 : Elaboration et suivi des dossiers de sécurité tramway

TYPE DE PRIX : MISSION A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE.

Au regard des projets d'aménagement à développer, il peut être nécessaire de constituer un dossier TRAM d'instruction de sécurité pour modification / travaux pour instruction auprès de l'Exploitant TBM, OQA et STRMTG. Il s'agit de la rue Carle Vernet, en interface avec le tramway, ou le carrefour Léon Jouhaux et boulevards Jean-Jacques Bosc.

Cette mission s'effectue à l'échelle de petits périmètres et ne concerne pas les quartiers d'Amédée Saint Germain et Saget/Descas.

Politique de sécurité

Le décret n°2017-440 du 30 mars 2017 (décret STPG) imposent l'élaboration par étapes tout au long d'un projet, d'un ensemble de documents de sécurité visant à démontrer, devant les autorités de l'Etat, l'aptitude du système de transport à transporter en sécurité les voyageurs et à ne pas exporter de risques inhérents à son intégration. La démarche de démonstration de la sécurité est initiée dès le démarrage des études préliminaires et se concrétise principalement par la délivrance de l'Autorisation de Mise En service Commercial (AMEC).

Le décret concerne tout projet neuf ou modification de projet existant.

Le décret n°2017-440 du 30 mars 2017 dit décret STPG prévoit que « la modification d'un système de transport public guidé est substantielle dès lors qu'elle modifie la démonstration de la sécurité exposée dans le dossier de sécurité. »

Dans le cas d'une modification d'un système existant ou intervention à proximité d'un réseau un DIS (Dossier d'Intention de la Sécurité) afin de démontrer la substantialité ou non des modifications.

Dans le cas d'une modification non substantielle seul le DIS est suffisant.

Dans le cas d'une modification substantielle, la démarche globale de management de la sécurité est mise en place par un ingénieur sécurité, en indépendance de l'équipe de conception.

Elle se décline en 3 phases, chacune répondant à des objectifs différents :

- La phase études EP, AVP et PRO, dont l'objectif est de déterminer les spécifications de sécurité au niveau système puis dans leurs déclinaisons sur les différents marchés. Cette phase donne lieu à la production du PMS, du DDS, du DPS (dont Analyse Préliminaire des Dangers)

incluant les aspects insertion urbaine, généralement rendu sur la base des études d'avant-projet.

- La phase réalisation, dont l'objectif est de s'assurer de la prise en compte des spécifications de sécurité par les différents titulaires (entreprises). Cette phase donne lieu au pilotage des études de sécurité par les titulaires de marché, le contrôle de conformité aux exigences de sécurité, le suivi du Registre des Situations Dangereuses, la production des Dossiers Jalons Sécurité, par les titulaires, sur les différents sous-systèmes techniques et la production du Dossier d'Autorisation des Tests et Essais.
- Et la phase mise en service-période de garantie, dont l'objectif est de vérifier que le système de transport et ses différents sous-systèmes convergent vers les objectifs fixés initialement, puis s'y stabilisent lors de sa période de mise en œuvre. Cette phase donne lieu, sur la base des DJS EXE et du DAE, à la production du Dossier de Sécurité avant et après les essais dynamiques.

Le Plan de Management de la Sécurité est mis en œuvre dès la phase de diagnostic.

Ce document qui sera mis à jour à chaque phase du projet, décrira l'ensemble des activités et tâches liés à la sécurité, l'organisation générale et la répartition des activités « sécurité » entre les acteurs du projet.

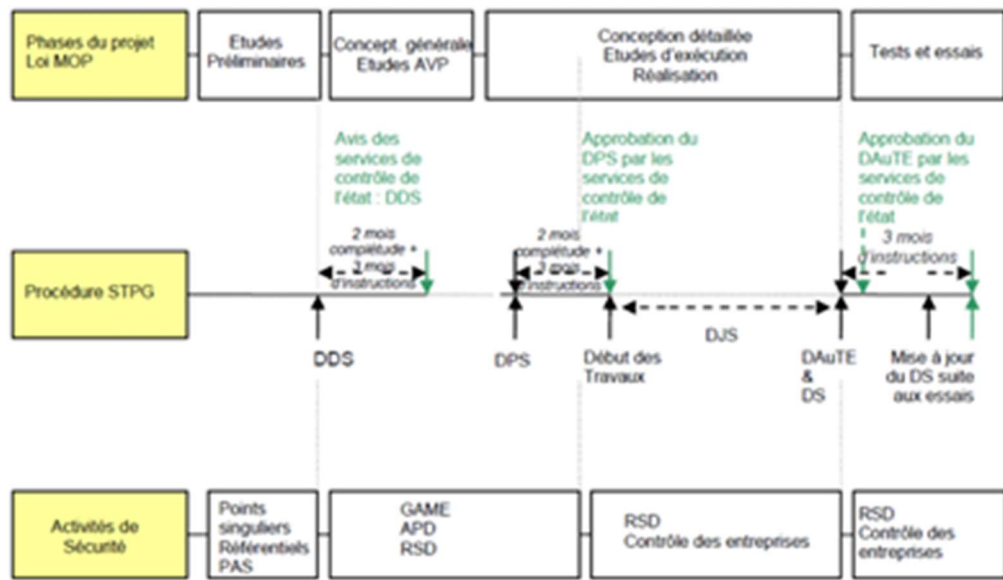
Il présentera également la méthodologie et les moyens mis en œuvre pour le suivi et le contrôle des actions afin d'assurer la sécurité collective ainsi que la qualité du projet vis-à-vis des aspects sécurité.

Est annexé au Plan de Management de la Sécurité un planning de la démarche sécurité faisant apparaître :

- les périodes de production des différents dossiers (DDS, DPS, DJS, DAUTE, DJS, DS, DSR),
- les jalons de livraison pour les relectures OQA/MOA et le dépôt au STRMTG/Préfet,
- les périodes de complétude (2 mois) et d'instruction (3 mois) du STRMTG,
- les jalons liés aux études (AVP, PRO, ...), aux travaux (démarrage/fin), aux essais et à la mise en service,
- d'autres jalons spécifiques au projet : p.ex. tests/mises en service des différents sous-systèmes en cas d'échéancier complexe du fait de la volonté de limiter au maximum les coupures d'exploitation, etc.

- La gestion des interfaces avec les différents intervenant du projet dont notamment MOA, OQA et STRMTG.

La figure ci-après synthétise les différents jalons projet et activités de sécurité correspondantes :



La démonstration de sécurité s'appuie sur le principe GAME en cohérence avec le guide su STRMTG dans sa version V3.

L'application du principe GAME s'appuie sur l'identification du système de transport devant servir de référence pour démontrer que le projet évalué a atteint un niveau de sécurité au moins équivalent.

L'atteinte de cet objectif est démontré par la fourniture des documents de démonstration de la sécurité apportant les preuves de :

- conformité au référentiel réglementaire et technique applicable,
- équivalence des moyens et des solutions techniques mises en œuvre pour la conception, la fabrication, la réalisation, l'exploitation et la maintenance du projet par rapport au système de référence,
- non régression des sous-systèmes étendus du système de référence au projet d'extension,
- équivalence des performances de sécurité par rapport au système de référence.

Dans le cadre du projet dès le démarrage des réunions périodiques seront mises en place afin de :

- Suivre le planning de production, évaluation et instruction des différents dossiers,
- Echanger sur des points techniques.

Livrables :

Les différents dossiers pouvant être réalisés sont les suivants :

- Dossier d'Intention de la Sécurité (DIS),
- Dossier sécurité qui comprend :
 - ✓ Dossier de Définition de la Sécurité (DDS),
 - ✓ Dossier Préliminaire de Sécurité (DPS),
 - ✓ Dossiers Jalons de Sécurité (DJS),
 - ✓ Dossier d'autorisation des Essais (DAE),
 - ✓ Dossier de sécurité (DS),
 - ✓ Dossier de Récolement de la Sécurité (DRS),

- Dossier d'Intention de la Sécurité (DIS)

Le Dossier d'Intention de la Sécurité permet de présenter au STRMTG les modifications prévues et d'identifier le caractère substantiel ou non des modifications prévues. A l'issue du DIS si le caractère substantiel des modifications est déclaré par le STRMTG, une demande de réalisation à minima de DPS et DS sera demandé.

- Dossier de sécurité, qui comprend :

- Dossier de Définition de la Sécurité (DDS)

Le Dossier de Définition de la Sécurité est le premier dossier réalisé. Il est réalisé en conformité avec le guide du STRMTG (Contenu du Dossier de Définition de Sécurité 1.1-GA TGU-Contenu détaillé du DDS-Version 2 du 17/06/19). Le DDS ainsi que son avis correspondant est pris comme donnée d'entrée et base pour la rédaction du DPS

- Dossier Préliminaire de Sécurité (DPS)

Le Dossier Préliminaire de Sécurité est réalisé en phase AVP début PRO.

Il est réalisé en conformité avec le guide du STRMTG (Contenu du Dossier Préliminaire de Sécurité 1.2-GA TGU-Contenu détaillé du DPS-Version 2 du 17/06/19). Ce document consiste en une mise à jour du DDS afin de présenter le projet tel que prévu d'être réalisé et de détailler la politique de sécurité mise en place sur l'opération.

Est conduit à ce titre au préalable de l'Analyse Préliminaire des Dangers, une analyse du dossier de sécurité actuellement en vigueur sur le réseau existant afin de vérifier que l'opération n'apporte pas de risques nouveaux et que les préconisations du système de référence s'appliquent aux éléments de l'extension. Cette analyse identifiera les mesures de couverture des risques applicables et leur prise en compte dans les documents d'AVP et à suivre lors des phases ultérieures du projet. La MOE assurera le traitement des réponses aux commentaires de la MOA/OQA/STRMTG.

A l'issue du DPS le MOE veillera à intégrer les exigences de sécurités nécessaires pour les différents marchés

Travaux. Ces exigences seront identifiées dans un plan spécifique et identifierons les différents documents/activités devant être produit(e)s dans le cadre de la démonstration de sécurité et notamment les DJS (voir section suivante).

Les éléments permettant de maintenir le niveau de sécurité de ces lignes en exploitation pendant les travaux seront à intégrer dans le DPS, incluant les modalités d'évaluation par l'OQA, les modalités d'information des services de l'état ainsi que le processus prévu pour la remise en service anticipé le cas échéant. En fonction de la disponibilité de ces éléments une note de sécurité travaux pourra être émise avant le démarrage des travaux.

- Dossiers Jalons de Sécurité (DJS)

Le Dossier Jalon de Sécurité est réalisé en phase EXE. Dans le cadre du projet un DJS par sous-système est prévu. Des DJS complémentaires pourront être demandés par l'avis de la préfecture. En complément il sera prévu la réalisation d'un DJS spécifique à l'insertion urbaine. Il est réalisé en conformité avec le guide du STRMTG (Contenu des Dossiers « Jalons » de Sécurité 1.3-GA TGU-Contenu détaillé DJS-Version 1 du 17/11/06).

Un DJS sera réalisé par marché. Les DJS seront réalisés par les entreprises titulaires des marchés. Le MOE veillera à la bonne réalisation des DJS en assurant des VISAs des différents documents réalisés. La MOE assurera aussi l'interface pour le traitement des remarques MOA/OQA et STRMTG.

- Dossier d'autorisation des Essais (DAE)

Il est réalisé en conformité avec le guide du STRMTG (Contenu du Dossier d'Autorisation des Tests et Essais 1.4-GA TGU-Contenu détaillé du DAE-Version 2 du 09/07/21). Le Dossier d'Autorisation des tests et Essais (DAE) a pour principaux objectifs de :

- Préciser l'objet, la nature, le lieu et la période de réalisation des essais envisagés ;
- Présenter les risques associés à la réalisation de ces essais ;
- Présenter et justifier les précautions prises pour prévenir ces risques.

La MOE assurera aussi l'interface pour le traitement des remarques MOA/OQA et STRMTG.

- Dossier de sécurité (DS)

Il est réalisé en conformité avec le guide du STRMTG (Contenu du Dossier de Sécurité 1.5-GA TGU-Contenu détaillé du DS-Version 2 du 03/03/22). Ce dossier constitue le dernier document réglementaire de sécurité attendue dans la chronologie des dossiers de sécurité exigés dans le décret STPG en phase de conception et réalisation en vue de l'autorisation de mise en exploitation commerciale.

Il assure la synthèse de l'ensemble des activités de sécurité réalisées sur le projet. 2 versions peuvent être prévues pour ce dossier :

- Une première version hors PV d'essais permettra de compléter les différentes pièces du DS et démarrer l'instruction auprès du STRMTG.

- Une deuxième version intégrant les PV d'essais sera réalisée afin d'obtenir la mise en service.
- Dossier de Récolement de la Sécurité (DRS)

Le dossier de récolement de sécurité a pour objet de mettre à jour le dossier de sécurité, le cas échéant, après prise en compte des prescriptions de l'autorisation de mise en service. (6 à 12 mois après la mise en service commerciale du réseau global). Le DSR sera basé le guide du STRMTG (Contenu du Dossier de Sécurité 1.5-GA TGU-Contenu détaillé du DS-Version 2 du 03/03/22).

La MOE assurera aussi l'interface pour le traitement des remarques MOA/OQA et STRMTG.

Délai : Les délais d'exécution seront précisés dans le ou les bons de commande.

4.6 MISSION 4 : MISSIONS D'APPUI AUX DEMARCHES DE CONCERTATION ET DE COMMUNICATION

Le maître d'ouvrage met en œuvre une stratégie de concertation et de communication globale, à l'échelle d'un projet urbain qui implique et interpelle des interlocuteurs nombreux et variés. Tout en respectant les obligations réglementaires en la matière, issues du code de l'urbanisme, le maître d'ouvrage attache la plus grande importance à ce que l'impact du projet soit compris, discuté et, au final, accepté par l'ensemble des acteurs concernés.

Tant sous l'égide du maître d'ouvrage que, dans leurs domaines de compétences, des collectivités territoriales, des processus de concertation et de communication sont déjà engagés dans le périmètre du projet. Aussi, il n'est pas attendu du maître d'œuvre urbain qu'il redéfinisse une stratégie d'ensemble mais plutôt qu'il s'insère dans les démarches existantes et à venir, en y apportant des contributions pertinentes et adaptées.

4.6.1 Mission 4.1. Appui aux démarches publiques par la participation aux réunions et la production d'éléments de support pour ces réunions

Type de prix : Ces éléments de mission seront facturés au temps passé par application des prix unitaires de référence par intervenant, tels que prévus au chapitre I du Bordereau des Prix.

Le titulaire pourra être amené à prêter son concours aux principales actions de communication et de concertation mises en œuvre par le maître d'ouvrage :

- Réunions publiques dans les formats classiques de la concertation réglementaire sur les opérations d'aménagement
- Réunions de communication destinées à un plus large public
- Présentations plus restreintes notamment auprès d'élus
- Ateliers thématiques et visites de sites
- Réunions périodiques d'une instance collégiale d'habitants et d'usagers du territoire.

Le maître d'œuvre se verra notamment demander de produire des documents graphiques ou textuels nécessaires à la bonne compréhension du projet et à l'alimentation des débats, ou de participer aux réunions à la demande du maître d'ouvrage.

Il pourra en particulier être demandé au maître d'œuvre d'élaborer des versions simplifiées du plan guide, ainsi que des perspectives pour faciliter sa compréhension par le public.

Le maître d'ouvrage se dotera, par ailleurs, d'un prestataire tiers destiné à l'assister dans l'organisation de la concertation et de la communication ; le maître d'œuvre fera ses meilleurs efforts pour travailler en bonne intelligence avec ce prestataire.

Il pourra également être sollicité pour remettre sous un format spécifique les éléments du projet (topographie, volume, matériaux) nécessaires à l'enrichissement de la maquette physique du projet pour être exploitée sur divers supports de concertation et de communication, y compris à des fins de publicité institutionnelle et commerciale.

Délai : Les délais d'exécution seront précisés dans le ou les bons de commande.

4.6.2 Mission 4.2. Production ou mise à disposition de données en vue de la réalisation et de la mise à jour de la maquette physique

Type de prix : Ces éléments de mission seront facturés au temps passé par application des prix unitaires de référence par intervenant, tels que prévus au chapitre I du Bordereau des Prix.

Le maître d'ouvrage est doté d'une maquette solide du périmètre de l'OIN visible à la maison du projet. Elle est évolutive (modification de l'aspect des sites et des bâtiments au fur et à mesure de l'évolution des projets urbains) et transportable.

Il ne sera pas demandé au maître d'œuvre d'intervenir dans la production physique de la maquette. En revanche, il lui sera demandé de produire et de transmettre des données (topographie, volumétrie, etc.) permettant de retranscrire sous forme concrète, dans la maquette, les informations contenues dans le plan-guide ou lors des mises à jour mineure ou majeure.

Délai : Les délais d'exécution seront précisés dans le ou les bons de commande.

4.7 MISSION 5 : MAITRISE D'ŒUVRE URBAINE

Des espaces publics de proximité seront amenés à se transformer ou à être créés pour accompagner la mise en œuvre du projet urbain : voiries, venelles, squares, stationnement, placettes, ouvrages techniques, réseaux, ...

Des espaces publics sont d'ores et déjà attendus et financés dans le cadre de la ZAC Saint Jean Belcier, notamment en accompagnement de programmes immobiliers :

- Phase 2 de développement du quartier de l'Ars, également appelé Gattebourse, comprenant des rues, un mail paysager jonction entre la phase 1 du jardin de l'Ars et le bois classé de Gattebourse,
- Rue Plantevigne / Mainjolles,
- Rue Belcier / Sainte Anne,
- Rue de la Séglière.

Certains espaces publics existants pourraient être réinterrogés, compte tenu de leur rôle d'interface, de liaison interquartier, sans pour autant aujourd'hui trouver leur financement dans le cadre de la ZAC Saint Jean Belcier :

- Rue Carle Vernet (interface entre les quartiers d'Armagnac et de Carle Vernet/Brascassat)
- Rue des Terres de Bordes : Morion,
- Place Bac Nihn,
- Place Ferdinand Buisson,
- Parvis Belcier / Rue des terres de Bordes.

Le boulevard Jean Jacques Bosc pourra quant à lui faire l'objet d'études visant à aider l'EPA, dans ses réflexions quant à la couture urbaine que le boulevard devrait représenter entre les quartiers Carle Vernet Brascassat et Ars Gattebourse d'une part et la ZAC de Bègles Garonne (secteur Marcel Sembat), d'autre part, bien que cet espace public soit sous maîtrise d'ouvrage de Bordeaux métropole.

Espaces publics Identifiés à date	A réaliser au MINIMUM	A réaliser au MAXIMUM
Rue entre rue de la Louisiane et boulevard JJ Bosc (Ars)	X	X
Rue boucle Léon Paillère (Ars)	X	X
Mail entre la place d'Armagnac et Gattebourse (Ars)	X	X
Mail Gattebourse (Ars)	X	X
Rue des Terres de Bordes / Morion	so	X
Rue Belcier / ste Anne	X	X
Rue Plantevigne / mainjolle	X	X
Place Bac Nihn	so	X
Rue de la Seiglière	X	X
Rue Carle Vernet	so	X
Place Ferdinand Buisson	so	X
Parvis Belcier / rue des Terres de Borde	so	X
Boulevard Jean Jacques Bosc	so	Niveau AVP

La mission confiée au titulaire sera alors une **maitrise d'œuvre complète type loi MOP pouvant aller de l'étude préliminaire jusqu'à la réception des travaux**, détaillée dans l'**ANNEXE 1** et dans la suite du cahier des charges, et intégrant les conditions essentielles suivantes :

- Ces espaces seront conçus et leur réalisation sera suivie de manière à intégrer une gestion publique à l'issue de leur réception. Aussi, les contraintes d'exploitation et la méthodologie de remise aux gestionnaires devront être intégrées dès le début des prestations.
- Les projets devront être conçus dans un esprit de simplicité et de rationalisation des investissements au service des usagers. Ils respecteront, lors de son édition, le guide de conception des espaces publics sur l'OIN visant à assurer une cohérence et une contextualisation des revêtements et des mobiliers retenus.
- Les travaux seront allotés et structurés, selon le projet :
 - o Par une procédure formalisée ou non en fonction du coût des travaux
 - o Par des marchés simples ou par, le plus souvent, des marchés de type accord-cadre travaux mono-attributaires sur des durées de 4 ans incluant plusieurs marchés subséquents et avec application de prix unitaire
- Les travaux seront attribués, selon le projet :
 - o Par une procédure (appel d'offre, ...) dédiée
 - o Par bon de commande via un marché de travaux « cadre » dont dispose le maître d'ouvrage pour des travaux VRD et paysage classiques. Le contenu de la mission ACT est alors modifié.

Enveloppe prévisionnelle des travaux à réaliser sur le périmètre de la mission :

Entre 8.8 M€ et 26.7 M€ HT environ hors aléas

Ce montant n'engage pas la maîtrise d'ouvrage, il est simplement indiqué en tant qu'ordre de grandeur pour qualifier l'ampleur de la mission.

4.7.1 Dispositions générales

Type de prix : Ces éléments de mission seront précisés dans les Marchés Subséquents. Ils seront rémunérés par application des taux de rémunération indiqués au Bordereau des Prix Unitaires, soit au pourcentage du montant prévisionnel HT des travaux défini pour un coût indicatif de travaux donné (exemple : taux de rémunération pour un ouvrage de coût indicatif de travaux strictement inférieur à 1 500 000 € HT). Le taux appliqué sera indiqué dans le cas d'une mission de base menée de manière classique (soit avec des rendus 2D)

Les marchés subséquents passés au titre de la mission n° 5 porteront sur la maîtrise d'œuvre de l'aménagement ou de la requalification d'espaces publics situés dans le périmètre couvert par l'accord-cadre et réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du pouvoir adjudicateur, que ces espaces publics soient provisoires ou définitifs.

Les éléments de mission pouvant être confiés en totalité ou en partie au maître d'œuvre sont définis en référence à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et ses textes d'application pour les ouvrages d'infrastructures, soit EP (études préliminaires), AVP (études d'avant-projet), PRO (études de projet), ACT (assistance aux contrats de travaux), EXE (études d'exécution), VISA (visa des études d'exécution), DET (direction de l'exécution des travaux), AOR (assistance aux opérations de réception), OPC (ordonnancement, pilotage et coordination).

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie des ouvrages d'infrastructure. Concernant ces éléments de mission réglementaires, plusieurs précisions peuvent être apportées :

- Les infrastructures à étudier ne relèvent pas d'une complexité technique particulière et doivent permettre d'assurer les fonctionnalités classiques des espaces publics de milieu urbain : carrefours à feux, voies cyclables, places publiques, espaces piétons, structure de chaussées adaptée aux différents types de transports en commun ; déplacements des différents réseaux.
- Les études menées à chaque étape et les estimations correspondantes comprendront l'ensemble des sujétions liées à la mise en place d'aménagements provisoires entre les phases opérationnelles et pendant les travaux.
- Dans le cadre de la politique de récupération / emploi des matériaux issus de son territoire (**se rapporter à la note d'enjeux article 4.1.2 économie circulaire**), les missions du maître d'œuvre intègrent à chaque étape d'étude et pour tous les ouvrages :
 - o Une implication, allant du diagnostic à la clause technique du marché de travaux permettant le réemploi de matériaux présentant un intérêt

- et le stockage (même sans piste immédiate de réemploi, un autre secteur de l'OIN pourra en effet l'utiliser)
- Une analyse du stock disponible issu d'autres secteurs de l'OIN et l'étude de leur mise en œuvre dans des conditions techniques identiques à celle d'un matériau neuf, notamment par la rédaction de clauses appropriées au marché de travaux.
 - Les estimations à produire à chaque étape seront systématiquement justifiées, accompagnées des avant métrés correspondants à leur niveau de détail, comprendront une synthèse par périmètre de financement et une synthèse au ratio d'aménagement par m² et type d'espace.
 - Les éléments de missions EP, AVP et PRO sont réputés inclure l'établissement des programmes de reconnaissances de toute nature de l'état existant liés au projet. Ces programmes seront justifiés et estimés. Pour les levés topographiques, sondages géotechniques et hydrogéologiques, prélèvements de matériaux pour analyse de la présence d'amiante, analyses de pollution et ITV, l'EPA dispose de prestataires qualifiés auxquels il peut recourir par bons de commande. Dans ces cas, le prestataire définira les précisément les besoins, fournira les éléments nécessaires à leur réalisation (notamment pour les missions géotechniques), participera en tant que de besoin à la mise au point des prestations et à leur réalisation sur site et donnera un avis sur les résultats.
 - Est considéré comme intégrée à tous les éléments de mission de maîtrise d'œuvre (y compris OPC) de l'accord cadre, **le DIAG/ synthèse complète** - tant spatiale que temporelle - des éléments relatifs aux études et travaux directement liés à l'opération réalisés sous maîtrise d'ouvrage tierce (certains travaux de réseaux, éléments particuliers de mobilier urbain comme stations VCub, abribus, etc.).
Pour ce qui concerne les opérations connexes (projets immobiliers, autres travaux sous maîtrise d'ouvrage de l'EPA, opérations de réseaux à logique propre type réseau de chaleur urbain dédié à l'opération ou renforcement RTE), **est considéré comme intégré aux éléments de mission de maîtrise d'œuvre de l'accord cadre la synthèse spatiale des éléments ainsi que la participation aux réflexions menées au niveau de la planification de la ZAC.** La synthèse temporelle étant alors assurée par un prestataire dédié de l'EPA, l'OPCIC.
 - Est considérée comme étant intégrée aux éléments de missions de maîtrise d'œuvre (y compris OPC), la question **du suivi de l'abandon / du développement des différents réseaux**. Il s'agira notamment de lever les conflits entre les ouvrages existants, les ouvrages prévus ou réalisés par l'EPA (aménagements et réseaux) et les réseaux projetés ou réalisés sous MOA extérieure (SABOM, Régie de l'Eau notamment, Enedis, RCU...) pour le déploiement de leurs infrastructures sur la ZAC.
Il s'agira également de vérifier les inter-distances entre réseaux par rapport aux coupes de principe, de vérifier les croisements de réseaux (avec une attention particulière sur les ouvrages d'assainissements gravitaires et siphonides), de vérifier la compatibilité avec les ouvrages enterrés (massifs connus, chambres) et les fosses de plantations.

Pour s'assurer de la bonne conception et réalisation des espaces publics :

- le titulaire participera aux réunions concessionnaires mensuelles (en phase études et en phase travaux) soit 1 réunion par mois par concessionnaire, a minima Enedis, Régie de l'Eau, Mixener et Regaz / 1 réunion par trimestre avec Inolia et Orange.

- le titulaire intégrera, au fur et à mesure de l'avancement du projet, les plans de récolement des réseaux produits pour le compte de l'EPA ou sous MOA extérieure,

- si besoin, il pourra être demandé au titulaire de définir des fuseaux de passages possibles pour des réseaux placés sous MOA de tiers, dès la phase AVP et entendu jusqu'à la validation du PRO.

D'une manière générale, il s'agira d'un travail itératif qui sera débuté en phase conception se prolongera en phase de réalisation (sur plan et sur chantier).

Afin d'alimenter ces échanges avec les concessionnaires, le titulaire devra proposer à minima :

- Plans des réseaux existants et projetés sous formats DWG et PDF. Les plans PDF seront produits au millième et planches au 200ème
- Plans de synthèse global et par réseaux sous formats DWG, et PDF (y compris fuseau proposé par la maîtrise d'œuvre). Les plans PDF seront produits au millième et planches au 200ème
- Tableau général des conflits
- Tableaux des conflits par réseaux
- Indication des conflits annotés ainsi que les rapports d'analyse et de suivi d'interférences ou DWG et PDF (avec étiquette d'identification des conflits avec références correspondant à celles figurant sur les tableaux des conflits)
- Est considérée comme intégrée aux éléments de mission de maîtrise d'œuvre (y compris OPC) de l'accord cadre, la question des « Interfaces techniques » :
Le titulaire devra s'assurer de l'interface technique (réseaux et nivellement) entre les ilots immobiliers et les espaces publics dont il assure la MOE.
Une attention particulière sera apportée aux raccordements des ilots aux différents réseaux existants et projetés, notamment dans le cadre de la synthèse. Pour s'assurer de la bonne conception et réalisation de ces interfaces techniques, le titulaire participera aux réunions concessionnaires mensuelles (1 réunion par mois par concessionnaire, a minima Enedis, Régie de l'Eau, Mixener et Regaz / 1 réunion par trimestre avec Inolia et Orange).

- Est considérée comme étant intégrée aux éléments de missions de maîtrise d'œuvre (notamment OPC), **la participation aux réunions mensuelles d'OPC Inter Chantier** (1 par mois par quartier en chantier), en amont et tout au long des chantiers. Des échanges réguliers sont à prévoir avec l'OPCIC, à ce jour Artelia (pilote des réunions d'OPC IC), afin d'avoir le bon niveau d'information quant à l'avancement des projets connexes (îlots immobiliers, travaux concessionnaires ...) qu'ils soient sous MOA EPA BE ou sous MOA de tiers, afin d'assurer la bonne coordination dans le temps et dans l'espace des différentes interventions., afin de constituer le cahier de phasage de la poursuite de la ZAC Saint Jean Belcier (à la main de l'OPC IC), qui constitue également une donnée d'entrée pour les missions n°2 et n°5 du titulaire. Des réunions spécifiques peuvent se tenir vis-à-vis d'un îlot, d'un secteur regroupant plusieurs îlots, la participation du titulaire peut être sollicitée.
 - les éléments de mission PRO, ACT, DET et OPC comprennent toutes les sujétions relatives à la mise au point et au contrôle de mise en œuvre des plans d'assurance qualité des entreprises de travaux, ainsi que les propositions du maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour la mise en place du contrôle extérieur. Pour la phase de réalisation, le PAQ du maître d'œuvre précisera les modalités de suivi de l'établissement des plans de contrôle des entreprises pour les travaux et fournitures. Il explicitera les dispositions relatives aux points d'arrêt et aux points de convocation ainsi qu'aux contrôles additionnels. A ce titre, le maître d'œuvre précisera les exigences correspondantes dans les DCE et les pièces de marché correspondantes. Il est précisé qu'en phase travaux (préparation et exécution), toutes les opérations de contrôles courantes nécessaires à la levée d'un point d'arrêt, ou correspondant à un point critique, et ne nécessitant pas de moyens particuliers ou pouvant s'effectuer sur documents, sont à la charge du maître d'œuvre au titre de sa mission DET. Sur la base d'un programme à établir par le maître d'œuvre lors de la réalisation des études PRO, le maître d'ouvrage passera des marchés de contrôles extérieurs, et les mettra à la disposition du maître d'œuvre, pour tous les contrôles nécessitant des essais particuliers, ou des moyens matériels spécifiques : contrôles topographiques, contrôles bétons, contrôles soudures, essais sur matériaux etc...Le maître d'œuvre devra accompagner le maître d'ouvrage et/ou le contrôle extérieur lors de ces opérations de contrôles.
 - Pour ces mêmes éléments de missions, il est rappelé que l'article L. 2113-10 du code de la commande publique prévoit en règle générale que les marchés de travaux soient allotés afin de susciter la plus large concurrence et de favoriser l'accès des PME à la commande publique, disposition à laquelle le maître d'ouvrage est très attaché. De manière semblable, il est a priori préférable de recourir à des marchés de travaux à prix unitaires et la rémunération du maître d'œuvre est réputée en tenir compte.
- Néanmoins, il appartiendra au maître d'œuvre d'exercer son devoir de conseil auprès du maître d'ouvrage si une autre stratégie doit être développée.
- Concernant l'élément de mission ACT, le nombre de DCE à préparer sera directement dépendant de l'allotissement retenu ainsi que de la décomposition par périmètre de projet par le maître d'ouvrage lors de l'élément de mission

AVP, ou PRO le cas échéant et tenant compte des problématiques de phasages du secteur y compris sur les programmes immobiliers. Néanmoins, il appartiendra au maître d'œuvre d'exercer son devoir de conseil auprès du maître d'ouvrage si une autre stratégie doit être développée. Il lui appartiendra notamment de justifier auprès de l'EPA des critères permettant cette dérogation (technicité particulière, ...). Si les ouvrages sont réalisés via un accord cadre travaux à marchés subséquents ou à accord-cadre à bon de commandes, le titulaire rédigera les pièces techniques nécessaires à la passation des marchés subséquents et bons de commande. A titre exceptionnel et dans le cas de travaux urgents ou très ponctuels, la passation des travaux pourra s'effectuer via un accord cadre dénommé marché « petits » travaux dont dispose le maître d'ouvrage sur l'OIN pour des travaux VRD et paysages (dévoisement, travaux préparatoires, provisoires, etc.). Dans ce cas, le titulaire rédigera les pièces techniques nécessaires à la passation du ou des bons de commande. Sa rémunération sera alors ramenée à 50% du montant de l'élément de mission ACT portant sur l'ouvrage considéré pour tenir compte de l'absence de phase d'analyse des offres.

- Concernant les éléments de mission EXE et VISA, le maître d'ouvrage confiera la mission VISA au titulaire étant ici précisé, que les études EXE seront confiées obligatoirement aux entreprises.
- Concernant l'élément de mission DET, le titulaire doit expressément désigner un responsable d'exécution au sein de son entreprise ou d'une entreprise appartenant au groupement d'entreprise titulaire le cas échéant. Le responsable d'exécution est le point d'entrée pour tous les intervenants et il assure l'animation des réunions de chantier.
Le Responsable d'Exécution doit prévoir d'être présent sur les chantiers au minimum deux fois par semaine ; à la réunion de chantier et au moins une fois par semaine pour les opérations de contrôle, les rendez-vous avec les intervenants extérieurs (services de Bordeaux Métropole ; concessionnaires ; Promoteurs privés, etc.). Ces rendez-vous pourront être organisés par le titulaire en accord avec le maître d'ouvrage ou directement par la maîtrise d'ouvrage qui sollicitera la présence du Maître d'œuvre au moins une semaine à l'avance.
La présence des autres entités du groupement sur site au moins deux fois par mois pendant les réunions de chantier est obligatoire pendant les phases les concernant.
- Cette fréquence doit permettre un bon équilibre entre la surveillance du maître d'œuvre et la responsabilité de l'entreprise exécutante. Les obligations de présence du maître d'œuvre pourront être renforcées aux moments délicats des chantiers y compris pour la réalisation de travaux extraordinaires (nuit, week-end...).
- Il est par ailleurs précisé que le MOA eu égard notamment aux nombreux aléas liés à la nature des sols, privilégie dans le cadre de ses marchés travaux l'application de prix unitaire et non un prix global et forfaitaire. Le suivi des quantités réellement exécutés par le Moe sont donc réputés inclus dans le forfait

de rémunération de la mission DET.

- Lors des prestations de maîtrise d'œuvre, des sujétions organisationnelles ou techniques particulières issues de prestataires tiers intervenant pour le compte du maître d'ouvrage pourront être à prendre en considération (notamment coordonnateur interchantier, coordonnateur général CSPS, AMO pollution).
- Production informatique : L'ensemble de la production des plans et des livrables en format numérique, à chaque étape des études, sera assurée par le maître d'œuvre, jusqu'au récolement des travaux. Ces plans et livrables numériques devront respecter la charte numérique de l'EPA (cf. annexe « Charte numérique »), de façon à permettre une totale interopérabilité avec le maître d'ouvrage et les différents acteurs du projet, et en vue de permettre à tout moment une intégration des données dans le système d'information de l'EPA. Cette charte comprend :
 - o un volet 2D, nommé « Charte numérique », composé des clauses techniques DWG, de la liste des calques, des blocs, des types de lignes, des hachures, du cartouche type et des gabarits à utiliser.

Cette charte sera évolutive pour tenir compte des évolutions normatives au niveau technique ou réglementaire qui pourraient avoir lieu pendant la durée de l'accord-cadre, sans que cela conduise à une mobilisation du titulaire différente de celle prévisible à la lecture des éléments disponibles au stade de la passation de l'accord-cadre. Ces plans et livrables numériques seront livrés dans un format vectoriel (DWG) géoréférencé. Le choix du type de livrable attendu sera précisé au démarrage des études et ne pourra faire l'objet d'une facturation complémentaire. Concernant les plans DWG, il est précisé que ces documents permettront notamment la mise à jour du récolement visé en mission n° 1.1.2. Cette mission de synthèse sera rémunérée au temps passé. La bonne réalisation de cette synthèse nécessite que les plans produits respectent la charte de l'EPA.

De la même manière, les documents liés à la réception seront formatés selon des formats compatibles avec les exigences des futurs gestionnaires afin de faciliter les opérations de remise d'ouvrage par l'EPA ;

- Revues de conception : Dans le cadre des démarches d'élaboration, d'approbation ou d'acceptation des dossiers de conception (EP, ESQ, AVP ou APS/APD, PRO), le maître d'ouvrage organisera des revues de conception qui pourront se tenir selon un rythme bimensuel (tous les 15 jours).
- L'objectif de ces revues est de vérifier que le contenu des documents établis par le maître d'œuvre est conforme aux objectifs du programme de l'opération, ainsi que d'analyser et valider les solutions proposées

par le maître d'œuvre. Les revues sont basées sur les documents remis par le titulaire dans le cadre de ses missions, transmis avec un délai suffisant avant la tenue des revues pour permettre au maître d'ouvrage de les analyser puis de les valider.

Deux semaines avant chaque revue, le maître d'ouvrage confirmera la date, l'ordre du jour et la composition de la revue ainsi que la liste des questions et compléments d'information à traiter. A l'issue de chaque revue, le maître d'œuvre établit un compte rendu et relevé de décision soumis à l'approbation du maître d'ouvrage dans un délai d'une semaine.

Gestion des modifications : les modifications apportées, soit en phase conception, soit en phase exécution, relèvent de l'une des catégories définies dans le CCAP. Quelle que soit la nature de la modification, le maître d'œuvre établira, dans les quinze jours maximums qui suivent le fait générateur ou la révélation d'une difficulté, un rapport au maître d'ouvrage précisant :

- les circonstances qui motivent la proposition de modification et leur justification;
- la ou les solutions qu'il propose, étayées des documents nécessaires ;
- les conséquences techniques de chaque solution. En phase de conception, la description des conséquences techniques concerne les modifications aux dossiers d'étude. En phase de réalisation, la description des conséquences est relative à toutes les modifications d'interfaces et de contenu des prestations et fournitures des entreprises si plusieurs marchés sont concernés ;
- l'estimation financière des conséquences de la modification tant pour le coût d'investissement que pour les coûts d'exploitation. Cette estimation doit détailler (avec tous les éléments justificatifs) les évolutions de coûts entraînées par la modification sur tous les lots ou marchés concernés ;
- l'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation ;
- la proposition de classement dans l'une des catégories de modifications visées ci-dessus ;
- l'éventuel surcoût d'études en application des dispositions du CCAP appuyé sur un devis détaillé;
- la synthèse des avis des autres acteurs concernés par cette modification.

Toute modification décrite par le maître d'œuvre sera communiquée pour avis par celui-ci à tous les maîtres d'œuvre en interface. Ce rapport est remis en deux exemplaires dans un délai compatible avec l'urgence de la décision à prendre par le maître d'ouvrage. La décision du maître d'ouvrage est prise, par Ordre de service « maîtrise d'œuvre ».

- SPS - Prise en compte des exigences de sécurité relatives à la législation du : Le titulaire assure les obligations qui lui sont imposées en matière de sécurité du travail et de protection de la santé par la réglementation en vigueur. La coordination en matière de sécurité et de protection de la

santé, tant au stade de la conception du projet que de sa réalisation, sera assurée par un prestataire de service dans le cadre d'un marché conclu avec le maître d'ouvrage pour une mission de niveau 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

- Le coordonnateur sera associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation de l'ouvrage, en particulier il aura accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et sera destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études nécessaires. Le maître d'œuvre facilitera la réalisation de la mission du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.
 - Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.
- En cas de difficultés pour mettre en œuvre les recommandations de la CARSAT ou les observations du CSPS, le maître d'œuvre explicite dans un rapport adressé au maître de l'ouvrage :
 - les recommandations concernées ou les observations faites par le CSPS
 - les difficultés d'ordre architectural, technique, économique ou de délai, engendrées par ces recommandations ou ces observations ;
 - les solutions et leurs conséquences envisageables.
 - Stratégie de dépollution et de gestion des terres excavées de l'OIN :

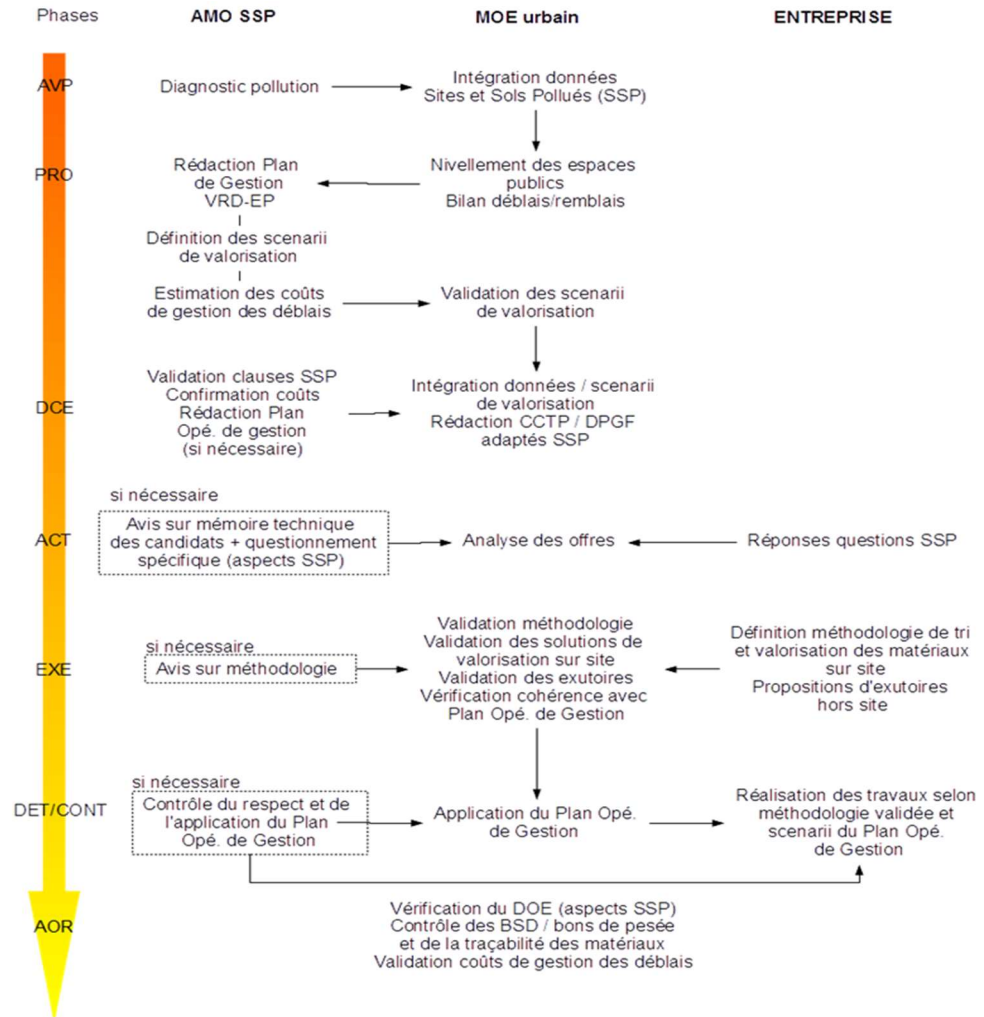
Dans le cadre de sa mission de base de MOE, il est attendu de la maîtrise d'œuvre une réflexion toute particulière à la gestion des terres polluées.

Les orientations stratégiques par l'EPA visent à :

- Limiter les excavations de sol (pas de niveau enterré, rehaussement des espaces publics et des projets) ;
- Limiter les évacuations de matériaux en filières hors site OIN pour chaque projet

(rechercher la valorisation sur site d'extraction ou dans le périmètre OIN).

La synthèse des prestations attendues par le titulaire pour chaque élément de mission figure ci-dessous :



Le titulaire devra se référer de manière générale au document de stratégie de OIN :
ANNEXE n° 2 – stratégie dépollution OIN

4.7.2. Mission complémentaire : EMC1 : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier

Type de prix : Cette mission complémentaire sera rémunérée de la même manière que les éléments de mission de base (cf. application des taux de rémunération indiqués au Bordereau des prix unitaires).

Le titulaire est chargé d'une mission OPC des travaux réalisés sous sa Maîtrise d'œuvre. Cette assistance au Maître de l'ouvrage a pour objet :

- Pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques, proposer des mesures visant au respect des délais d'études et d'exécution des travaux et une répartition appropriée des pénalités éventuelles.
- Pour la coordination, d'harmoniser, dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux et savoir gérer les interfaces.
- Pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

La mission OPC se rapporte aux relations de coordination qui seront établies entre tous les contractants du MOA, participant à l'opération d'aménagement.

Le titulaire devra prévoir dans l'organisation du chantier un périmètre dédié aux aménagements transitoires au démarrage des travaux pour toujours maintenir un usage du site.

La mission d'OPC est décomposée en cinq phases :

- Phases études ; le titulaire devra s'assurer de la compatibilité dans l'espace et dans le temps de tous les travaux et projets contigus et devra émettre des propositions en cas de dysfonctionnements pour assurer cette compatibilité. Il pourra proposer des aménagements transitoires. L'une des données d'entrée sera évidemment la stratégie de maîtrise foncière par l'EPA BE.
- Consultation des entreprises ;
- Préparation des travaux ; le titulaire établira les fonctions et responsabilités des intervenants en se basant sur les documents

contractuels / dressera l'organigramme de tous les intervenants connus / proposera un schéma de diffusion de l'information et de circulation des documents d'études d'EXE / analysera toutes les options du calendrier pouvant influencer sur l'économie du chantier / établira le calendrier de production des études d'EXE et des documents d'EXE/ présentera les dispositions prises pour rattraper les retards éventuels et rendra compte de leur mise en œuvre / établira l'inventaire des contraintes techniques et formalités administratives conditionnant les travaux / l'une de ses bases de travail sera ses productions de synthèse des différents réseaux et différents projets.

- Exécution des travaux ; le titulaire établira l'organigramme de tous les intervenants connus (fournisseurs contractants et sous traitants) / assurera la mise à jour de l'inventaire des contraintes techniques et formalités administratives conditionnant les travaux / vérifiera la mise en place des relations interentreprises, assistera aux réunions nécessaires et établira les comptes rendus inter entreprises / donnera un avis sur la production d'arrêtés de circulation par la mairie de quartier / contrôlera les avancements de fabrications en usine ou en ateliers et l'approvisionnement des chantiers / éditera des planning / mettra à jour les plannings et attirera immédiatement l'attention de l'entreprise défaillante pour recalculer le planning et le proposer au MOA/ exploitera les relevés météo de la station prise en référence / notera les arrêts de chantier.
- Réception des travaux et levée des réserves ; le titulaire élaborera le planning des réceptions et le planning de levée des réserves, afin d'assurer une remise en gestion des ouvrages auprès des différents services de la Collectivité, de préférence de manière concomitante.

LIVRABLES ET PLANNING PREVISIONNEL

La production des documents attendus au titre de la présente mission pourra être effectuée en lien avec l'OPC IC, selon l'état d'avancement du quartier. Dans ce cas et de manière générale, le titulaire devra veiller à ce que les emprises définies soient compatibles avec celles allouées aux autres opérateurs intervenants dans la zone. A ce titre, un travail spécifique devra être mené par le titulaire avec les opérateurs intervenants dans la zone, en concertation avec le OPC IC, afin notamment d'assurer une bonne coordination des travaux d'aménagement des espaces publics avec les chantiers de construction.

5 CONDITIONS DE REALISATION DES MISSIONS

5.1 DOCUMENTS REMIS AU PRESTATAIRE ET LIVRABLES

Les documents nécessaires à l'élaboration de chaque bon de commande seront transmis par l'EPA pour chacun des bons de commande, via un lien de téléchargement.

Les différentes missions sur l'ensemble des lots pourront faire l'objet de rendus sous la forme de documents écrits ou graphiques (plans, cartes...), en versions modifiables (pack office principalement) ou en .PDF. L'établissement public se réserve le droit de reproduction des documents reçus. Chaque livrable fera notamment figurer le logo de l'EPA Bordeaux Euratlantique.

Pour chaque mission, un livrable provisoire sera adressé par courrier électronique au maître d'ouvrage à chaque étape importante de l'avancement des études et, le cas échéant, sur demande du maître d'ouvrage, avant chaque réunion.

5.2 DELAIS D'EXECUTION

La durée de l'accord cadre est de 4 ans à compter de sa notification au titulaire, renouvelable deux fois pour une durée de deux ans.

Les délais d'exécution seront fixés au cas par cas lors de l'émission des marchés subséquent et bons de commande. Afin de permettre une certaine réactivité dans la réalisation des missions, l'EPA souhaite que **le délai entre la définition du besoin par l'EPA et la proposition méthodologique et financière associée soit de 10 jours maximum.**

5.3 DELAIS DES RENDUS DES LIVRABLES

Les délais des rendus des livrables seront fixés au cas par cas lors de l'émission des marchés subséquents et bons de commande.

6 ANNEXES AU CCTP

- ANNEXE 1** Descriptif des missions de base de MOE Infrastructure
- ANNEXE 2** Note Stratégie dépollution OIN, EPA
- ANNEXE 3** Charte numérique EPA
- ANNEXE 4** Liste des projets, à date, faisant l'objet de la mission Récolement
- ANNEXE 5** Corpus de cartes (périmètre accord cadre, grand périmètre, petits périmètres suivi immobilier, petits périmètres espaces publics...)